GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1885 — ROMA — MARTEDÌ 3 MARZO — NUM. 51

ABBONAMENTI ALLA GAZZETTA		Trim.	Sem.	Anno	GAZZ. e RENDICONTI Anno
In Roma, all'Ufficio del giornale	L.	9	17	32	36
Id. a domicilio e in tutto il Regno	»	10	19	36	44
All'estero, Svizzera, Spagna, Portogallo, Francia, Austria, Germania, Inghilterra, Belgio e Russia	»	22	41	80	125
Turchia, Egitto, Romania e Stati Uniti	»	32	61	120	165
Repubblica Argentina e Uruguay	»	45	88	175	215

Un numero separato; del giorno in cui si pubblica la Gazzetta	in Roma	Cent. 10
	pel Regno	» 15
Un numero separato, ma arretrato	in Roma	» 20
	pel Regno	» 30
	per l'estero	» 35

Per gli *Annunzi giudiziari* L. 0 25; per altri avvisi L. 0 30 per linea di colonna o spazio di linea. — Le Associazioni decorrono dal primo d'ogni mese, nè possono oltrepassare il 31 dicembre. — Non si accorda sconto o ribasso sul loro prezzo. — Gli *abbonamenti* ed *inserzioni* si ricevono dall'*Amministrazione* e dagli Uffici postali.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

ORDINE DEI Ss. MAURIZIO E LAZZARO

Nomine *e* **promozioni** *fatte in occasione della festa di San Maurizio, occorsa il 15 gennaio 1885.*

Sulla proposta del Ministro della Guerra:

A cavaliere:

Cantelli cav. Adeodato, tenente colonnello medico nel corpo sanitario militare.

Narelli cav. Giovanni, tenente colonnello medico nel corpo sanitario militare.

Grassi cav. Giuseppe, tenente colonnello commissario nel corpo di Commissariato militare.

Garrone avv. cav. Pietro, caposezione di 2ª classe nell'Amministrazione centrale della Guerra.

Buttini cav. Giuseppe, caposezione di 2ª classe nell'Amministrazione centrale della Guerra.

Gatti cav. Serafino, caposezione di 2ª classe nell'Amministrazione centrale della Guerra.

Massirio cav. Francesco, maggiore nell'arma di fanteria.

Fontana cav. Ettore, maggiore nell'arma di fanteria.

Bondi cav. Ernesto, maggiore nell'arma di fanteria.

Hernandez cav. Giuseppe, maggiore nell'arma di fanteria.

Rambert cav. Federico, maggiore nell'arma di fanteria.

Saccomanno cav. Camillo, maggiore nell'arma di fanteria.

Marselli cav. Luigi, maggiore nell'arma di fanteria.

Petri cav. Gaspare, maggiore nell'arma di fanteria.

Verdun dei Signori di Cantogno cav. Domenico, maggiore nell'arma dei carabinieri Reali.

Bassi cav. Ernesto, maggiore veterinario corpo veterinario militare.

Lodezzano cav. Basilio, maggiore veterinario corpo veterinario militare.

Gallo cav. Bernardo, maggiore veterinario corpo veterinario militare.

Orengo cav. Natale, maggiore veterinario corpo veterinario militare.

Mauri cav. Filippo, maggiore arma del genio.

Columbano cav. Antonio, maggiore arma d'artiglieria.

Marcarini cav. Sebastiano, maggiore arma d'artiglieria.

Galiani cav. Augusto, maggiore arma d'artiglieria.

De Arcayne avv. cav. Vincenzo, sostit. avv. fiscale militare di 1ª classe.

Ricci avv. cav. Gavino, sostit. avv. fiscale militare di 1ª classe.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **2917** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione stipulata a Parigi il 9 luglio 1884 fra l'Italia e la Francia per la tutela della proprietà letteraria ed artistica, le cui ratifiche furono ivi scambiate il ventuno gennaio 1885.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 febbraio 1885.

UMBERTO.

MANCINI.

Visto, *Il Guardasigilli:* PESSINA.

Convention *entre l'Italie et la France concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République française, également animés du désir d'apporter aux accords internationaux existants pour la garantie de la propriété littéraire et artistique les modifications que l'expérience a suggérées, ont jugé à propos de conclure, dans ce but, une nouvelle Convention, et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

Son Excellence M. le Général Comte Menabrea, Marquis de Val Dora, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, etc., etc.; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Jules Ferry, Député, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, que ces œuvres soient publiées ou non, jouiront, dans chacun des deux pays, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront accordés par la loi pour la protection des ouvrages de littérature de science ou d'art, et ils y auront la même protection et le même recors légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs nationaux.

Toutefois ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays d'origine, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra eccéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

L'expression « œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques » comprend les livres, brochures ou autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales, les œuvres chorégraphiques; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les litographies, les illustrations, les photographies; les cartes géographiques, plans, croquis et œuvres plastiques, concernant la géographie, la topographie, l'architecture, les sciences naturelles; et, en général, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique.

Art. 2. Sont absolument prohibées, dans chacun des deux Etats contractants, l'impression, la publication, la circulation, la vente, l'exposition, l'importation ou l'exportation d'ouvrages littéraires, scientifiques ou artistiques contrefaits ou d'objets de reproduction non autorisés, soit que les dites contrefaçons ou reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays contractants, soit qu'elles proviennent d'un Pays tiers quelconque.

La même prohibition s'applique également à toute représentation ou exécution publique et non autorisée des œuvres dramatiques, musicales, dramatico-musicales ou chorégraphiques des auteurs et compositeurs de l'autre Pays, que cette représentation ou exécution soit totale ou partielle, et qu'elle soit effectuée d'une manière quelconque, même avec des additions, des retranchements ou des variantes.

La représentation ou l'exécution publique, en Italie, d'une œuvre dramatique, musicale, dramatico-musicale, ou chorégraphique française sera, en outre, interdite d'office par l'autorité locale, lorsque l'auteur ou compositeur aura adressé soit au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce d'Italie, soit à l'autorité diplomatique ou consulaire italienne en France, la déclaration qu'il entend faire défendre la représentation ou l'execution de son œuvre à quiconque ne fournirait pas la preuve écrite et légalisée de son autorisation. La réception de cette déclaration donnera ouverture à la perception, au profit du Trésor Italien, d'une taxe de dix francs par œuvre déclarée, pourvu que la publication de cette œuvre soit postérieure à la mise en vigueur de la présente Convention. Si la dite taxe venait à être réduite ou supprimée vis-à-vis des auteurs italiens, les auteurs français en seraient, de plein droit, exonérés dan la même proportion.

Il est, d'ailleurs, bien entendu que l'accomplissement de la formalitè dont il est fait mention au paragraphe précédent est purement facultatif, et que son omission ne préjudicierait en rien aux droits résultant, pour l'auteur français, de la présente Convention, notamment des articles 1.er et 9.

Art. 3. Les stipulations des art. 1.er et 2 de la présente Convention s'appliqueront également aux éditeurs d'œuvres publiées dans l'un des deux Pays et dont l'auteur appartiendrait à une nationalitè tierce.

Art. 4. Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, lithographes, photographes, etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, lithographes, photographes, etc., eux-mêmes.

Art. 5. Les articles extraits de journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans l'autre Pays.

Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletóns ou des articles de science ou d'art.

Il en sera de même pour les autres articles de quelque étendue, extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraitre, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas l'interdiction stipulée au paragraphe précédent ne s'appliquera aux articles de discussion politique.

Sont interdites les appropriations indirectes non autorisées, telles que adaptations, imitations dites de bonne foi, transcriptions ou arrangements d'œuvres musicales, dramatico-musicales ou chorégraphiques, et, généralement, tout emprunt quelconque aux œuvres littéraires, dramatiques, scientifiques, ou artistiques, fait sans le consentement de l'auteur.

Art. 6. Pour assurer à tous les ouvrages de littérature, de science ou d'art la protection stipulée par la présente Convention et pour que les auteurs des dits ouvrages soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence devant les tribunaux des deux Pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que leur nom soit indiqué sur la titre de l'ouvrage, au bas de la dédicace ou de la préface, ou à la fin de l'ouvrage.

Pour les oeuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur les ouvrages est fondé à sauvegarder les droits appartenants à l'auteur. Il est sans autre preuve réputé ayant-droit de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Art. 7. Sont expressement assimilées aux ouvrages originaux les traduction faites, dans l'un des deux Pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers.

Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée aux articles précédents en ce qui concerne leur reproductions non autorisées dans l'autre Pays.

Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas prévu par l'article ci-après.

Art. 8. Les auteurs de chacun des deux Pays jouiront, dans l'autre Pays, du droit exclusif de faire ou de permettre la traduction de leurs ouvrages pendant dix années après la publication de la traduction de leur ouvrage autorisée par eux.

Pour jouir du bénéfice de cette disposition, ladite traduction autorisée devra paraître en totalité dans le délai de trois années à compter de la publication de l'ouvrage original.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le terme des trois années stipulé au paragraphe précédent ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'ouvrage original.

Dans le cas où la traduction d'un ouvrage paraitrait par livraisons,

le terme de dix années stipulé au paragraphe 1er, ne commencera également à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de la traduction.

Il est entendu que, pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier sera, en ce qui concerne les termes de dix années et de trois années, considéré comme un ouvrage séparé.

Les auteurs d'oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales seront, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la répresentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Art. 9. Toute contravention aux dispositions de la présente Convention entraînera les saisies, confiscations, condamnations aux peines correctionnelles et aux dommages-intérêts, déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon, la reproduction ou l'exécution illicite seront déterminés par les tribunaux respectifs d'après la législation en vigueur dans chacun des deux Pays.

Art. 10. Il est entendu que, si l'une des deux Hautes Parties contractantes accordait à un Etat quelconque, pour la garantie de la propriété intellectuelle, d'autres avantages que ceux qui sont stipulés dans la présente Convention, ces avantages seraient également concédés, dans les mêmes conditions, à l'autre Partie contractante.

Art. 11. Pour faciliter l'exécution de la présente Convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les lois, décrets ou réglements que chachune d'elles aurait promulgués ou pourrait promulguer à l'avenir, en ce qui concerne la garantie ou l'exercice des droits de la propriété intellectuelle. Elles s'engagent à se communiquer également les listes imprimées des déclarations faites par les auteurs, à l'effet de sauvegarder les droits, devant les autorités compétentes respectives.

Art. 12. Les dispositions de la présente Convention ne pourront, en quoi que ce soit, porter préjudice au droit que chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve expressément de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures législatives ou administratives, la circulation, la représentation, ou l'execution de tout ouvrage ou objet à l'égard duquel l'un ou l'autre Etat jugera convenable d'exercer ce droit.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes conserve, d'ailleurs, le droit de prohiber l'importation dans ses propres Etats des œuvres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarées contrefaçons.

Art. 13. Les dispositions de la présente Convention seront applicables aux œuvres antérieures à sa mise en vigueur, sous les réserves et conditions énoncées au protocole qui s'y trouve annexé.

Art. 14. La présente Convention restera en vigueur pendant dix années à partir du jour ou elle aura été mise à exécution et continuera ses effets jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, et pendant une année encore après sa dénonciation.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Paris, le plus tôt possible.

Elle sera exécutoire, dans les deux pays, trois mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le mercredì 9 juillet 1884.

(L. S.) L. F. Menabrea.
(L. S.) Jules Ferry.

PROTOCOLE.

Les Plénipotentiaires soussignés, ayant jugé nécessaire de préciser et réglementer les droits accordés, par l'article 13 de la Convention littéraire et artistique conclue, en date de ce jour, entre l'Italie et la France, aux auteurs d'ouvrages antérieurs à la mise en vigueur de cette Convention, sont convenus de ce qui suit:

1° Le bénéfice des dispositions de la Convention conclue en date de ce jour est acquis aux œuvres littéraires, scientifiques et artistiques antérieures à la mise en vigueur de cette Convention, qui ne jouiraient pas de la protection légale contre la réimpression, la reproduction, l'exécution ou la représentation publique non autorisées, ou la traduction illicite, ou qui auraient perdu cette protection par suite du non-accomplissement des formalités exigées.

L'impression des exemplaires en cours de fabrication licite au moment de la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour pourra être achevée; ces exemplaires, ainsi que ceux qui seraient déjà licitement imprimés à ce même moment, pourront, nonobstant les dispositions de la Convention, être mis en circulation et en vente, sous la condition que, dans un délai de trois mois, un timbre spécial sera apposé, par les soins des Gouvernements respectifs, sur les exemplaires commencés ou achevés lors de la mise en vigueur.

De même, les appareils, tels que clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, existant lors de la mise en vigueur de la Convention, pourront être utilisés pendant un délai de quatre ans à dater de cette mise en vigueur, après avoir été revêtus d'un timbre spécial.

Il sera dressé, par les soins des Gouvernements respectifs, un inventaire des exemplaires d'ouvrages et des appareils autorisés aux termes du présent article.

2° Les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales publiées dans l'un des deux Pays et représentées publiquement, en original ou en traduction, dans l'autre Pays, antérieurement à la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, jouiront également de la protection légale contre la représentation illicite.

3° La représentation ou l'exécution publique, en Italie, de ces œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ainsi que des œuvres musicales ou chorégraphiques françaises, sera interdite d'office par l'autorité locale, pourvu que l'auteur ou compositeur ou ses ayants droit aient adressé, soit au Ministère de l'Agricolture, de l'Industrie et du Commerce d'Italie, soit à l'autorité diplomatique ou consulaire italienne en France, la déclaration qu'ils entendent faire défendre la représentation ou l'exécution des dites œuvres à quiconque ne fournirait pas la preuve écrite et légalisée de leur autorisation. Toutes les œuvres appartenant à un même auteur ou éditeur pourront être comprises dans une seule déclaration, dont la réception donnera ouverture à la perception, au profit du Trésor Italien, d'une taxe de trente francs, quel que soit le nombre des œuvres comprises dans la déclaration. Il est bien entendu que l'accomplissement de cette formalité est purement facultatif, et que son omission ne préjudicierait en rien aux droits résultant, pour les auteurs français, du présent Protocole.

4° Pour le droit de traduction, ainsi que pour la représentation publique, en traduction, des œuvres antérieures à la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, les auteurs jouiront des avantages résultant de l'article 8 de cette Convention, en ce qui concerne l'extension des délais stipulés par la Convention du 29 juin 1862, pour la publication des traductions, pourvu toutefois que les dits délais ne soient pas expirés au moment de la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, ou que, ce délai étant expiré, aucune traduction n'ait paru ou aucune représentation n'ait eu lieu depuis lors.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention en date de ce jour et ratifié avec elle, aura même force, valeur et durée que cette Convention.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le present Protocole et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expedition, le 9 juillet 1884.

(L. S.) L. F. Menabrea.
(L. S.) Jules Ferry.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con decreti Ministeriali del 24 gennaio 1885:

Gatti Demetrio, vicecancelliere della Pretura di Tenda, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Torino, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Torino, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Falletti Tommaso, vicecancelliere della Pretura di Ciriè, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Torino, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Torino, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Berardi Alfredo, vicecancelliere della Pretura di Chivasso, applicato alla segreteria della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Torino, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Torino, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Sala Giuseppe, vicecancelliere della Pretura di Caprino Bergamasco, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Torino, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Quaglia Emilio, vicecancelliere della Pretura di Bovegno, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Biella, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Biella, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Nicola Giuseppe, vicecancelliere della Pretura di Verolanova, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Alba, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Busso Giuseppe, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Pallanza, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Cuneo, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Costa Clemente, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Vercelli, coll'annuo stipendio di lire 1300, ed applicato alla segreteria della Regia Procura presso il Tribunale medesimo;

Rossi Virgilio, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Pallanza, coll'annuo stipendio di lire 1,300;

Martinotti Luigi, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Casale, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Biella, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Bessone Alberto, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Saluzzo, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Baltuzzi Giuseppe, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato sostituto segretario della Regia procura presso il Tribunale civile e correzionale di Alba, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Michon Giuseppe, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Aosta, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Barolo Giuseppe, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato sostituto segretario della Regia procura presso il Tribunale civile e correzionale di Mondovì, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Rivetti Camillo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato sostituto segretario della Regia procura presso il Tribunale civile e correzionale di Novara, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Gotta Vincenzo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Torino, è nominato sostituto segretario della Regia procura presso il Tribunale civile e correzionale di Ivrea, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Con RR. decreti del 25 gennaio 1885:

Moreschini Antonio, vicecancelliere della Pretura di Casteggio, applicato al Ministero di Grazia e Giustizia e dei Culti, coll'annua indennità di lire 500, è nominato cancelliere della Pretura di Capraja coll'annuo stipendio di lire 1600, continuando nell'applicazione al Ministero ed a percepire l'indennità di cui è provveduto;

Plescia Simone, cancelliere della Pretura di Piazza Armerina, è tramutato alla Pretura di Mussomeli;

Russotti Carmelo, cancelliere della Pretura di Mussomeli, è tramutato alla Pretura di Piazza Armerina;

Castaldi Antonio, cancelliere della Pretura di Pagani, è tramutato alla Pretura di Frigento;

Tarantino Michele, cancelliere della Pretura di Frigento, è tramutato alla Pretura di Pagani;

Capponi Salvatore, cancelliere della Pretura di Vezzano Ligure, in aspettativa per motivi di salute fino al 31 gennaio 1885, è in seguito a sua domanda richiamato in servizio presso la stessa Pretura di Vezzano Ligure, a datare dal 1° febbraio 1885.

Con decreti Ministeriali del 27 gennaio 1885:

Mazzone Giuseppe, vicecancelliere aggiunto della Corte d'appello di Trani, è collocato a riposo in seguito a sua domanda, ai termini dell'articolo 3, lettera *A*, della legge 14 aprile 1864, n. 1731, con decorrenza dal 1° febbraio 1885;

Reder Nicola, vicecancelliere della Pretura Avvocata in Napoli, è tramutato alla Prima Pretura urbana in Napoli;

Della Calce Luigi, vicecancelliere della Pretura San Ferdinando in Napoli, è tramutato alla Pretura Avvocata in Napoli;

Caso Paolo, vicecancelliere della Prima Pretura urbana in Napoli, è tramutato alla Pretura San Ferdinando in Napoli;

Lo Voi Giuseppe, vicecancelliere della Pretura di Racalmuto, è tramutato alla Pretura di Carini;

Farruggia Giovanni, vicecancelliere della Pretura di Carini, è tramutato alla Pretura di Racalmuto.

Con RR. decreti del 29 gennaio 1885.

Falcone Pietro, cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Teramo, è tramutato al Tribunale civile e correzionale di Bari;

Campisi Alfonso, cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Lagonegro, è tramutato al Tribunale civile e correzionale di Teramo;

Mandarini Giuseppe, cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Palmi, sospeso dall'ufficio, è richiamato in servizio dal 1° febbraio 1885 e tramutato al Tribunale civile e correzionale di Lagonegro;

Fainardi Pietro, cancellere della Pretura Nord in Parma, è nominato cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Reggio Emilia, coll'annuo stipendio di lire 3000;

Piselli Albino, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Parma, è nominato cancelliere della Pretura Nord in Parma, coll'attuale stipendio di lire 1800;

Bellavista Gioacchino, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Camerino, è nominato segretario della Regia procura presso il Tribunale civile e correzionale di Spoleto, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Ottolenghi Gherson, vicecancelliere della Pretura di Noli, applicato al Ministero di Grazia e Giustizia e dei Culti, coll'annua indennità di lire 500, è nominato cancelliere della Pretura di Frosolone,

coll'annuo stipendio di lire 1600, continuando a rimanere applicato al Ministero ed a percepire l'anzidetta indennità;

Pozzi Pietro Paolo, vicecancelliere della Pretura di Mombercelli, è nominato reggente il posto di cancelliere della Pretura di Ottone, coll'annuo stipendio di lire 1500;

Rocchi Francesco, cancelliere della Pretura di Latronico, è tramutato alla Pretura di Sessa Aurunca;

Romano Gaetano Antonio, vicecancelliere della Pretura di Trivigno, è nominato cancelliere della Pretura di Latronico, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Jacovino Nicola, vicecancelliere della Pretura di Vinchiaturo, è nominato cancelliere della Pretura di Trivento, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Santarelli Domenico, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Napoli, è nominato cancelliere della Pretura di Positano, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Fogalli Mario, cancelliere della Pretura di Santa Ninfa, in servizio da oltre anni dieci, è in seguito a sua domanda collocato in aspettativa per motivi di salute, per la durata di mesi tre, a datare dal primo febbraio 1885, coll'assegno pari alla metà del suo stipendio;

Pagano Daniele, cancelliere della Pretura di Filadelfia, è collocato a riposo in seguito a sua domanda, per inabilità a continnare nel servizio derivante da comprovati motivi di salute, ed ammesso a far valere i suoi titoli per la liquidazione di quella pensione od indennità che gli può competere ai termini della legge 14 aprile 1864, n. 1731, a datare dal 16 febbraio 1885;

Vinci Federico, cancelliere della Pretura di Teulada, ora sospeso dall'ufficio, condannato alla pena di tre mesi di carcere per reato di sottrazione in danno dell'erario, è rimosso dalla carica.

Con decreti Ministeriali del 29 gennaio 1885:

Cassone Pier Giovanni, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Alessandria, è nominato vicecancelliere della Corte d'appello di Milano, coll'annuo stipendio di lire 2500;

Arcelli Romano, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Milano, è nominato vicecancelliere aggiunto alla Corte di appello di Milano, coll'attuale stipendio di lire 1800;

Donesana Olivo, vicecancelliere aggiunto al Tribunale di commercio di Milano, è nominato vicecancelliere al Tribunale civile e correzionale di Milano, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Magnaghi Carlo, vicecancelliere della Pretura del 5° mandamento di Milano, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale della stessa città, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Milano, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Ferrari Pietro, vicecancelliere della Pretura di Sondrio, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale della stessa città, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Sondro, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Perron-Cabus Desiderato, vicecancelliere della Pretura di Traona, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Varese, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Varese, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Negri Luigi, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Parma, è nominato vicecancelliere al Tribunale civile e correzionale di Parma, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Patrizi Riginaldo, vicecancelliere della Pretura di Camerino, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Camerino, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Giostra Vincenzo, vicecancelliere della Pretura di Urbino, è tramutato alla Pretura di Camerino;

Galli Francesco, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Ancona, è nominato vicecancelliere della Pretura di Urbino, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Gaipa Francesco, vicecancelliere della Pretura di Castellamare del Golfo, è nominato vicecancelliere al Tribunale civile e correzionale di Trapani, coll'annuo stipendio di lire 1600;

Palumberi Lorenzo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Palermo, è nominato vicecancelliere della Pretura di Castellamare del Golfo, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Siniscalchi Antonio, vicecancelliere della Pretura di Nocpoli, è tramutato alla Pretura di Trivigno;

Piccardi Lorenzo, vicecancelliere della Pretura di Carpi, è tramutato alla Pretura di Vinchiaturo;

Correnti Francesco, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Napoli, è nominato vicecancelliere della Pretura di Nocpoli, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Aiazzi Augusto, vicecancelliere della Pretura di Firenze (campagna) è tramutato alla Pretura Urbana di Firenze;

Borgna Alessandro, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Casale, è nominato vicecancelliere della Pretura di Mombercelli, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Amati Gaetano, vicecancelliere della Pretura di Santadi, chiamato ad ottemperare agli obblighi della leva, è esonerato, durante il servizio militare, e con decorrenza dal 1° febbraio 1885, dall'attuale sua carica.

Con decreti Ministeriale del 31 gennaio 1885:

Jasiello Ignazio, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Lagonegro,, in aspettativa per motivi di salute sino al 15 dicembre 1884, è, in seguito a sua domanda, richiamato in servizio dal 16 dicembre 1884 e tramutato al Tribunale civile e correzionale di Benevento;

Milone Vincenzo, vicecancelliere della Pretura di Sant'Agata di Puglia, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Lucera, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Lucera, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Mastromarino Raffaele, vicecancelliere della Pretura di Giovinazzo, applicato alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Bari, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Bari, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Margiotta Salvatore, vicecancelliere della Pretura di Torremaggiore, applicato alla cancelleria del Tribunale di commercio di Foggia, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale di commercio di Foggia, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Novara Giovanni, vicecancelliere della Pretura di Dolceacqua, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di San Remo, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Novaro Paolo, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di San Remo, è nominato vicecancelliere della Pretura di Dolceacqua, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Cresci Matteo, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Gerace, è tramutato al Tribunale civile e correzionale di Reggio Calabria;

Perez Michele, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Castrovillari, è tramutato al Tribunale civile e correzionale di Gerace;

Celio Federico, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Castrovillari, è nominato sostituto segretario della Regia procura presso il Tribunale civile e correzionale di Castrovillari, coll'attuale stipendio di lire 1300;

De Siena Vincenzo, vicecancelliere della Pretura di Strongoli, applicato alla segreteria della Regia Procura presso il Tribunale civile correzionale di Catanzaro, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Catanzaro, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Mammone Giovanni, vicecancelliere della Pretura di Corigliano Calabro, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Cosenza, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Luzzi Domenico, vicecancelliere della Pretura di Staiti, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Gerace, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Trapassi Luigi, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Palmi, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Monteleone, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Giordano Giovanni, vicecancelliere della Pretura di Scilla, applicato alla segreteria della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Reggio Calabria, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Reggio Calabria, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Mendacini Orazio, vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Reggio Calabria, è nominato sostituto segretario aggiunto della Procura generale presso la Corte d'appello di Catanzaro, coll'attuale stipendio di lire 1300, lasciandosi vacante per Matta Efisio, vicecancelliere già della Pretura di Sanluri, ora in aspettativa per motivi di salute, il posto presso la stessa Pretura di Sanluri;

Giuliani Giovanni, vicecancelliere della Pretura di Radicena, è tramutato alla Pretura di Corigliano Calabro;

Tromby Giovanni, vicecancelliere della Pretura di Colonna, è nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Palmi, coll'attuale stipendio di lire 1300;

Zappone Domenico, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Palmi, con l'annuo stipendio di lire 1300;

Ferrari Cataldo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere della Pretura di Colanna, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Guagliani Salvatore, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere della Pretura di Radicena, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Novi Rodolfo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte di appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Reggio Calabria, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Brunetti Agostino, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere della Pretura di Strongoli, coll'annuo stipendio di lire 1300;

Parisi Beniamino, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere della Pretura di Staiti, coll'annno stipendio di lire 1300;

Bagalà Domenico, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Catanzaro, è nominato vicecancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Palmi, coll'annuo stipendio di lire 1300.

MINISTERO DELL'INTERNO

In conformità di quanto è prescritto dal regolamento approvato con R. decreto 25 settembre 1865, è aperto un concorso per esame per provvedere alla nomina triennale ad un posto di medico assistente del Sifilicomio di Capua, con l'annuo stipendio di lire milleduecento.

Coloro che intendono concorrere a tale posto, dovranno presentare a questo Ministero, non più tardi del 25 marzo p. v., le loro domande corredate dai documenti comprovanti quanto segue.

a) Di aver conseguito la laurea in medicina e chirurgia in una delle Università del Regno o di avervi preso l'esame di conferma;

b) Di non avere oltrepassata l'età di 30 anni;

c) Di avere tenuta buona condotta, producendo i certificati dei sindaci dei comuni ove ebbero dimora nel triennio antecedente alla domanda.

Gli esami saranno dati presso la Commissione esaminatrice pei concorsi sanitarii di Napoli, nei giorni che saranno dalla Commissione stessa indicati e resi di pubblica ragione, mediante apposito avviso nella *Gazzetta Ufficiale*.

Roma, 26 febbraio 1885.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione
CASANOVA.

2

MINISTERO
di Agricoltura, Industria e Commercio

DIREZIONE INDUSTRIE E COMMERCI

Atto di trasferimento di privative industriali.

Con atto fatto in Parigi sotto la data del 5 dicembre 1884, ricevuto dalli sigg. Baudrier e Mégret notai in detta città, e registrati successivamente in Torino il 3 gennaio 1885, n. 9430, vol. 17, atti privati, la *The Edison Electric Light Company of Europe Limited a New-York* ha ceduto e trasferito alla *Compagnie Continentale Edison (Société Anonyme) a Parigi* tutti i diritti ad essa spettanti sulle privative industriali, i cui titoli ed attestati sono i seguenti:

1° Attestato 10 maggio 1880, vol. XXIII, n. 395, della durata di anni sei a datare dal 30 giugno 1880: *Perfectionnements dans l'utilisation de l'électricité et qui consistent en un système de moyens perfectionnés pour engendrer et mesurer l'électricité et pour la traduire en lumière, chaleur, ou force motrice;*

2° Attestato 12 ottobre 1880, vol. XXIV, n. 307, della durata di anni sei a datare dal 31 dicembre 1880: *Perfectionnements dans les machines dynamo-électriques et dans les moteurs électriques;*

3° Attestato 6 novembre 1880, vol. XXIV, n. 390, della durata di anni sei a datare dal 31 dicembre 1880: *Perfectionnements dans les lampes électriques et dans les carbones ou conducteurs incandescents s'y rapportant, ainsi que dans les moyens et méthodes pour leur fabrication;*

4° Attestato 19 novembre 1880, vol. XXIV, n. 414, della durata di anni sei a datare dal 31 dicembre 1880: *Perfectionnements dans les systèmes de conducteurs pour la distribution de l'électricité comme agent d'éclairage et de force motrice et dans les dispositions y ayant rapport;*

5° Attestato 26 novembre 1880, vol. XXIV, n. 440, della durata di anni sei a datare dal 31 dicembre 1880: *Perfectionnements dans les systèmes pour mesurer la quantité de courant électrique passant dans un circuit, ainsi que dans les appareils employés à cet effet, aux quels se donne le nom de Vebermetres.*

Detti cinque attestati originariamente conferiti al signor *Edison Thomas Alva di Menlo Park* furono trasferiti in proprietà alla predetta *The Edison Electric Light Company of Europe Limited di New-York* come da avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del 13 settembre 1881, n. 213.

Il presente atto di trasferimento è stato presentato alla Prefettura di Torino il 21 gennaio 1885 e successivamente registrato presso la Direzione Industrie e Commerci di questo Ministero per gli effetti di cui agli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731.

Roma, addì 26 febbraio 1885.

Per il Direttore: E. BOLLATI.

AMMINISTRAZIONE CENTRALE
della Cassa dei Depositi e Prestiti
PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

In analogia al disposto dagli articoli 284 e 285 del regolamento di contabilità generale dello Stato per la esecuzione della legge 22 aprile 1869, n. 5026, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, numero 5852, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che dal signor Giuseppe Orsi è stato denunziato lo avvenuto smarrimento della dichiarazione provvisoria rilasciata nel dì 3 aprile 1878 dal tesoriere dell'Intendenza di finanza di Roma, in seguito al deposito ivi effettuato dall'avvocato Francesco Maria Santucci per conto di Orsi Giuseppe di Alessandro, della somma di lire 350 (lire trecentocinquanta), a titolo di cauzione dovuta da detto Orsi pel contratto di appalto stipulato nel dì 20 marzo 1878 coll'Amministrazione provinciale di Roma per la manutenzione della strada consorziale Braccio della Prenestina dal 1° aprile 1878 al 3 dicembre 1880, e che un mese dopo la pubblicazione del presente avviso, che verrà ripetuto per tre volte a intervalli di dieci giorni, se non saranno presentate opposizioni, si consegnerà allo istante signor Orsi la polizza corrispondente a tale deposito, e resterà di nessun valore la dichiarazione denunciata smarrita.

Roma, 10 febbraio 1885.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE
CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Lunedì 2 marzo 1885.

Presidenza del Presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle 2 25.

Di San Giuseppe, *segretario*, legge il processo verbale della seduta di sabato, che è approvato.

Parenzo parla sull'ordine del giorno. Chiede a che punto sia il disegno di legge relativo ai telegrafi.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici*, risponde che quel disegno di legge sta in relazione col nuovo Codice; perciò conveniva studiarne meglio le disposizioni. Questo studio sarà affrettato.

Parenzo insiste perchè quel disegno di legge sia presto stampato e distribuito. Prende atto della promessa del Ministro.

Seguito della discussione del disegno di legge sull'esercizio delle strade ferrate.

Baccarini parla sull'articolo 19 del contratto per la rete Sicula che si riferisce alla ripartizione del prodotto lordo.

Le condizioni di queste ripartizioni l'oratore le ritiene eccessivamente gravi, tanto più se si pongono in confronto con quelle dei contratti per la Mediterranea e l'Adriatica.

In questo contratto la percentuale riservata alla Società sale all'ottantadue per cento. E la sproporzione di questa percentuale non è resa evidente soltanto dal confronto con la percentuale delle altre due reti, ma anche dal confronto con la situazione presente delle stesse linee Sicule.

Deplora che le proposte che sono state fondamento di questo contratto non siano state corredate dei necessari documenti, e l'oratore anzi accenna alcuni di questi che ritiene di indiscutibile importanza e che non sono stati compresi fra gli allegati della relazione.

Esamina i criteri che si afferma essersi seguiti nello stabilire questa percentuale, e dichiara essere essi imperfetti ed erronei anche più di quelli che dettero per risultato le percentuali delle reti continentali.

Chiede formalmente la produzione dei documenti che accertino la spesa ordinaria di esercizio delle linee Sicule, distinta da quella delle Calabresi, non potendo egli acconciarsi alle semplici e vaghe ragioni di difficoltà di trazione e di poca solidità di costruzione dell'armamento delle rotaie.

Osserva d'altra parte che il prodotto lordo attribuito alle linee sicule non corrisponde alle relazioni ufficiali ed ai bilanci che ne accertano uno superiore di oltre duemila lire per chilometro a quello che si tenne a base della percentuale.

Curioni, *relatore*, assicura che la percentuale dell'82 per cento per la rete Sicula è proporzionata all'andamento planimetrico ed altimetrico delle linee alla loro stabilità ed all'entità del prodotto. Giacchè la tortuosità, la pendenza e la poca consistenza delle linee aggravano le spese d'esercizio e di manutenzione. E quindi deve crescere la percentuale in confronto di quella per le reti continentali, specialmente in considerazione che il prodotto delle Sicule è meno della metà di quello dato dalle reti Mediterranea ed Adriatica.

Sostiene poi, confutando le argomentazioni dell'onorevole Baccarini, che l'aumento del prodotto lordo delle Sicule è del 2 e mezzo e non del 3 e mezzo per cento. Ma se sarà del 3 e mezzo, sarà tanto di guadagnato per lo Stato, che giungerà più presto all'applicazione della seconda percentuale del 72 per cento.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici*, fa osservare all'onorevole Baccarini che dal prodotto lordo della rete Sicula doveva dedursi la diminuzione derivante dall'attenuamento delle tariffe, e che bisogna tener conto delle spese per il completamento delle strade che sono poste a carico dei fondi di riserva, mentre prima venivano sostenute dallo Stato.

Si unisce quindi alle considerazioni svolte dal relatore, aggiungendo che il traffico della rete Sicula si concentra sulle linee in pendenza, mentre è lieve sulle pianeggianti, ciò che accresce le spese di esercizio; ed espone i calcoli sui quali sono fondate la prima percentuale e quelle successive conseguenti l'aumento di prodotto lordo.

Confronta poi la rete Sicula con linee continentali che sono in condizioni analoghe, dimostrando che la percentuale dell'82 per cento è inferiore alla spesa effettiva d'esercizio per quelle linee, sebbene alcune di esse abbiano un prodotto lordo maggiore, e che non sempre all'aumento di prodotto corrisponde una diminnzione di spese di esercizio; anzi queste spese crescono per le linee in pendenza quando l'aumento di traffico è dovuto alle merci anzichè ai viaggiatori.

Baccarini nei discorsi del relatore e del Ministro trova una conferma ai suoi dubbi, molto più che il Ministro ha cercato confronti in linee isolate che costituiscono la vergogna delle Amministrazioni ferroviarie italiane e nei conti delle quali sono comprese tra quelle d'esercizio le spese in conto capitale.

Conviene nella instabilità delle linee Sicule; ma appunto perciò domanda perchè non si sieno sottratte le somme necessarie per le riparazioni straordinarie, che si sono lasciate tra quelle di esercizio per ingrossare la percentuale, e poi in effetto si faranno coi fondi di riserva.

Quanto alle pendenze, ci sono sì, ma in una percorrenza di 50 o 60 chilometri, ciò che non basta per calcolare più elevate le spese complessive di esercizio.

Curioni, *relatore*, replica che la instabilità delle linee Sicule non solo esige spese straordinarie, alle quali provvedono i fondi di riserva, ma accresce le spese di esercizio.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici*, rinnova la dichiarazione che nelle spese d'esercizio della rete Sicula non furono incluse spese che devono cadere a carico dei fondi di riserva o della Cassa per gli aumenti patrimoniali.

Non consente poi che gli esempi che egli ha citato sieno le vergogne dell'Amministrazione dell'Alta Italia, molto più considerando che se fossero state vergogne, il Ministro Baccarini non le avrebbe tollerate.

(L'articolo 19 rimane approvato).

Baccarini fa osservare che nell'articolo 20 si ripete il regaluccio del quale si è già discusso, vale a dire il pagamento degli interessi per un anno sopra un capitale che figura soltanto per sei mesi, e propone si riduca la somma alla metà, oppure che si scriva nella legge che l'altra metà è versata a fondo perduto nella Cassa di riserva.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici,* risponde che la Società deve versare la metà dell'interesse nella Cassa di riserva a fondo perduto. Questo dichiara a nome del Governo per questa rete, e per le altre due reti continentali.

Baccarini ritira la sua proposta.

Romeo sull'articolo 44 svolge il seguente ordine del giorno:

« La Camera, confidando che il Governo provvederà perchè il passaggio in servizio cumulativo dello stretto di Messina, pei passeggieri e per le merci, venga fatto con migliori mezzi di trasporto, e che alle tariffe di navigazione vengano applicate le tariffe ferroviarie, passa all'ordine del giorno. »

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici,* risponde che già si è studiata la questione di un passaggio sottomarino attraverso lo stretto, e che la gravità del problema consiste solamente nell'ingente spesa.

Conviene della necessità di migliorare l'attuale servizio dello stretto, e studierà i modi più acconci per procedere a queste migliorie.

È pure vero che le tariffe sono elevate. Applicare quelle ferroviarie non è possibile; ma crede che, nel riordinare il servizio, sia possibile ottenere sensibili ribassi.

Accetta quindi, come raccomandazione, l'ordine del giorno dell'onorevole Romeo, però colle dovute riserve, specialmente nella seconda parte.

Romeo mantiene il suo ordine del giorno.

Bonajuto raccomanda al Governo di studiare il modo di trasportare merci e passeggieri, attraverso lo stretto, su chiatte trascinate da piroscafi.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici,* terrà conto di questa raccomandazione.

Prega l'on. Romeo di prendere atto delle sue dichiarazioni, e di ritirare il suo ordine del giorno.

Romeo consente.

Bonajuto ringrazia il Ministro e prende atto della sua promessa.

(È approvato l'art. 44).

Presidente. Così è approvato il contratto della rete Sicula; passiamo al capitolato.

Cavalletto, *della Commissione,* all'art. 2° propone che nell'allegato *A*, alla linea Castelvetrano-Porto Empedocle si aggiungano le parole: « coi prolungamenti per Canicattì e per Licata. »

(È approvato).

Curioni, *relatore,* dice che all'art. 40, al quinto comma, il compenso dovrà essere non del tre e mezzo per cento, ma del due e mezzo.

(È approvato).

Baccarini parla sull'art. 69, e propone che al primo comma, dove si dice il sessantacinque per cento, si dica invece il cinquanta per cento, non trovando attendibili le ragioni per le quali il Governo e la Commissione vogliono mettere le linee Sicule in condizione diversa da quelle continentali.

Curioni, *relatore,* risponde che la proposta è giustificata dalle speciali condizioni in cui si trovano in Sicilia le linee complementari di fronte a quelle principali, e non accetta l'emendamento dell'onorevole Baccarini.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici,* soggiunge che le linee complementari non debbono scompigliare la percentuale stabilita per le linee principali, e che, considerandole nelle loro condizioni topografiche e in rapporto alle linee principali, non si poteva a meno di stabilire il patto che ora è proposto. Quindi non accetta l'emendamento dell'on. Baccarini.

Crispi parla della grande importanza della linea Messina-Cerda, che crede destinata a depauperare completamente la linea interna e della linea Castelvetrano-Porto Empedocle. Non ammette quindi come una ragione della diversa proposta l'affermata poca importanza delle linee medesime, e lascia giudice la Camera se debba o no essere approvato l'emendamento dell'on. Baccarini.

Genala, *Ministro dei Lavori Pubblici,* risponde all'on. Crispi che non bisogna specializzare.

La maggior parte delle linee complementari sicule daranno, per molto tempo, un prodotto scarso, e quelle citate dall'on. Crispi non potranno darlo abbondante se non a scapito delle altre esistenti. Quindi la ragione della sua proposta, che mantiene.

Baccarini insiste nel dire che la proposta del Ministero non è fondata sopra un criterio positivo, e quindi mantiene il suo emendamento.

Presidente lo mette ai voti.

(È respinto.)

Presidente comunica le seguenti domande d'interrogazione:

« Il sottoscritto desidera interrogare l'onorevole Ministro degli Affari Esteri intorno all'arresto e al modo col quale viene trattato il capitano di marineria mercantile Antonio Lanzone, nativo di Barletta, rinchiuso nelle carceri di Patrasso in Grecia.

« Dotto de' Dauli. »

« Il sottoscritto desidera d'interrogare l'onorevole Ministro delle Finanze se è sua intenzione di modificare la classificazione dei dazi in quei paesi e ville che, per la notevole distanza dai comuni chiusi a cui sono aggregati, sono fuori della cinta daziaria e non hanno con i medesimi alcun contatto di commercio.

« Sani Severino. »

Ricotti, *Ministro della Guerra,* comunicherà al suo collega degli Affari Esteri l'interrogazione dell'onorevole Dotto.

Dotto prega il Ministro della Guerra di far conoscere al Ministro degli Affari Esteri l'urgenza di questa interrogazione, trattandosi di un capitano a cui si minaccia la fine del conte Ugolino (*Si ride — Commenti.*)

Magliani, *Ministro delle Finanze,* risponderà all'interrogazione dell'onorevole Sani prima della discussione generale del bilancio dell'entrata.

Brunialti presenta la relazione sul disegno di legge per un trattato di commercio fra l'Italia ed il Siam.

La seduta è levata alle 6 55.

DIARIO ESTERO

Per quanto consti oramai che il gabinetto Gladstone rimane al potere e la discussione ed il risultato della discussione avvenuta nei due rami del Parlamento inglese non abbiano, per così dire, più che un interesse retrospettivo, giudichiamo di dovere almeno sommariissimamente accennare gli ultimi particolari dell'importante episodio.

Alla Camera dei lordi, dopo che lord Camperdown ebbe dichiarato che, quante volte il governo non avesse date spiegazioni sulla sua politica nel Sudan, egli avrebbe votata la mozione Salisbury, e dopo che lord Carnarvon ebbe detto che, malgrado la situazione creata dal governo attuale, il dovere del partito conservatore era di assumere il potere ove ciò fosse necessario, ebbe la parola il conte di Kimberley, segretario di Stato per l'India.

Egli disse: « Noi abbandoneremo l'Egitto quando vi sarà costituito uno stabile governo. Nessun governo inglese potrebbe professare davanti all'Europa una diversa politica. Se noi dichiarassimo di volere annetterci gran parte del Sudan orientale, ci obbligheremmo a mantenere nel Sudan un forte esercito per uno scopo assolutamente sproporzionato ai sacrifizii necessarii. »

Lord Granville rammentò che il gabinetto Beaconsfield è stato l'origine di tutte le difficoltà sopravvenute nell'Afghanistan, nell'Africa e specialmente in Egitto. Egli disse di non essere meravigliato che la critica estera presenti il principe di Bismarck come contrario alla politica dell'Inghilterra in Egitto, perchè nè il gabinetto precedente, nè il gabinetto attuale hanno accolto il di lui consiglio di prendere l'Egitto.

Il governo, aggiunse l'oratore, desidera di agire vigorosamente e di occuparsi in modo più efficace della questione della tratta dei negri. Esso considera l'onore dell'Inghilterra come impegnato alla difesa dell'Egitto; ma esso rifiuta di pronunziarsi sopra un'azione precisa nel Sudan finchè abbiano avuto termine le operazioni militari.

Lord Granville terminò dicendo che se il marchese di Salisbury giunge al potere, rimarrà molto dubbio che egli possa applicare il programma da lui tracciato, giacchè il paese insisterà perchè lo si abbandoni.

Dopo questo discorso di lord Granville si passò al voto il cui risultato è già conosciuto.

Alla Camera dei comuni, il signor Gladstone rispondendo al signor Hamilton, promise che saranno pubblicate le corrispondenze scambiate tra il governo italiano ed il governo inglese da un lato, ed il governo inglese, la Porta e le altre potenze dall'altro, circa la occupazione di Massauah.

Dichiarò inoltre il signor Gladstone non esser vero che il governo inglese siasi in un qualunque modo impegnato a nominare il principe Hassan governatore di Karthum.

Quindi si procedette al seguito della discussione ed al voto sulla mozione di censura.

La Camera aveva precedentemente respinto con 455 voti contro 112 l'emendamento Morley, radicale, e con 299 contro 277 un emendamento del signor Hamilton dichiarante non avere il governo seguito nell'Egitto e nel Sudan una politica adatta a giustificare la fiducia della Camera e del paese.

Una parte del *Libro Azzurro* distribuito alle Camere inglesi contiene una lunga corrispondenza relativa alla Nuova Guinea e ad altre isole del lato occidentale del Pacifico.

Un dispaccio di sir Eduard Malet, in data 24 gennaio ultimo, rende conto a lord Granville di una conversazione che esso ebbe col principe di Bismarck. Il cancelliere germanico si è lagnato amaramente dell'atteggiamento dell'Inghilterra nella questione coloniale; esso ha letto a sir Malet un dispaccio che aveva diretto al conte di Münster il 5 maggio 1884, e che poneva in rilievo la grande importanza che il principe annetteva alla questione coloniale, come all'amicizia dell'Inghilterra. Il dispaccio diceva che, all'inizio delle imprese coloniali tedesche, la Granbretagna poteva rendere dei grandi servigi alla Germania, la quale, a sua volta, farebbe ogni sforzo per favorire l'Inghilterra nelle questioni che toccano più davvicino i suoi interessi.

Queste considerazioni erano appoggiate da argomenti che addimostravano i vantaggi reciproci che deriverebbero dall'accordo dei due paesi.

Il principe raccomandava in seguito al conte di Münster di far sapere al gabinetto inglese che, se l'accordo in parola non si stringesse, il governo tedesco si vedrebbe obbligato di cercare presso il governo francese l'appoggio che gli fosse negato dalla Granbretagna, e che questo riavvicinamento avrebbe luogo sulle stesse basi che il cancelliere proponeva al gabinetto di Londra.

Il principe di Bismarck dichiarava poi a sir Malet che, non essendo stato soddisfatto dell'esito della missione che aveva affidato al conte Münster, forse perchè questi non ha saputo mettere nella vera luce i varii punti del programma, aveva inviato suo figlio, il conte Herbert, a Londra, nella speranza che questi sarebbe riuscito meglio del conte Münster.

Sgraziatamente, aggiunse il cancelliere, il conte Herbert non è riuscito che ad ottenere delle assicurazioni generali di amicizia e di buon volere; assicurazioni di poco valore di fronte agli avvenimenti succeduti.

Sir E. Malet rispose che deplorava questa situazione poco soddisfacente, e pregò il principe di Bismarck di dirgli ciò che per il momento aveva da domandare all'Inghilterra. Desiderava egli i punti della Nuova Guinea che l'Inghilterra era in procinto di annettere, ovvero lo Zululand? Perocchè, aggiunse Malet, valeva meglio conoscere esattamente i desiderii del principe, qualunque essi fossero, piuttosto che procedere nell'ignoto e, come conseguenza necessaria, operare l'uno contro l'altro.

Il principe di Bismarck rispose che si era indettato colla Francia e che, per conseguenza, non era più in suo potere di riprendere la questione quale l'aveva posta nel mese di maggio.

Lord Granville ha spedito, il 7 febbraio, a sir Malet un dispaccio in cui è detto:

« I malintesi di cui ha parlato il principe di Bismarck nel colloquio che ebbe con Vostra Eccellenza, sono dovuti alla maniera impreveduta nella quale il governo britannico è stato informato che la Germania abbandonava la sua politica tradizionale per quel che risguarda le questioni coloniali, e i falsi giudizi che sono derivati dal cambiamento di condotta del principe di Bismarck verso l'Inghilterra, non possono essere attribuiti che a cause la cui responsabilità non incombe al governo. »

Lord Granville ha confutato quindi minutamente le asserzioni colle quali il principe di Bismarck ha voluto far credere che l'Inghilterra si fosse mostrata gelosa delle aspirazioni coloniali della Germania ed avesse attraversato le sue imprese.

Altri dispacci addimostrano che il 4 dicembre la Germania ha ottenuto dall'Inghilterra l'assicurazione che l'indipendenza delle isole Samoa e dell'arcipelago di Tonga sarebbero rispettate qualora la Germania assumesse, da canto suo, un impegno analogo.

Un po' più tardi, infatti, il governo tedesco faceva sapere a lord Granville che non ha affatto in mente di mettere in questione l'indipendenza di quei due gruppi d'isole.

Il *Libro azzurro* termina con un telegramma di lord Derby al governatore della Nuova Zelanda, il quale viene invitato di dar ordine al console inglese di Samoa di non appoggiare nessun movimento che potesse avverarsi in favore dell'annessione delle isole alla Gran Bretagna.

Da Vienna telegrafano al *Temps* il testo della nota consegnata dall'ambasciatore francese al governo imperiale per comunicargli la risoluzione adottata dal governo francese di considerare il riso come contrabbando di guerra.

La nota dice: « Essendosi il governo francese trovato nella necessità di classificare il riso fra gli articoli di contrabbando di guerra dei quali il comandante delle forze navali in China deve proibire il trasporto sulle navi neutrali, il governo stesso fa conoscere le limitazioni da lui medesimo poste alla esecuzione di questa determinazione, per l'interesse del commercio dei neutri.

« Le spedizioni di riso a destinazione di Canton e dei porti sud della China potranno continuare liberamente. Ma rimarranno proibite quelle di destinazione dei porti al nord di Canton e soggette quindi al diritto di cattura. »

Un telegramma da Londra reca che la Hong-Kong and Shanghaï Banking Company apre la sottoscrizione al prestito del governo chinese. Questo prestito è di un milione e cinquecentomila sterline, al saggio del 98 per cento coll'interesse del 7 per cento a partire dal 16 febbraio, garantito sui diritti doganali dei principali porti aperti.

Alla Camera dei deputati del Portogallo fu sollevata una questione relativamente ai risultati della Conferenza di Berlino.

Uno dei capi del partito progressista, il signor Emidio Navarro, rimproverò il governo, in nome dei suoi amici, di aver ceduto una parte dei dominii coloniali del Portogallo e di aver trattato coll'Associazione internazionale.

Il ministro rispose che la convenzione coll'Associazione internazionale non è stato un atto spontaneo da parte del governo, ma che, di fronte alle istanze reiterate di potenze amiche, come la Francia e la Germania, sarebbe stato impolitico di opporre una resistenza intransigente ad ogni accomodamento.

Un rifiuto formale, aggiunse il ministro, avrebbe compromesso, in tutto e per sempre, gli interessi portoghesi in quelle regioni.

L'autore dell'interpellanza non fu soddisfatto di queste dichiarazioni, ed invitò la Camera a dichiararle insufficienti.

Questa mozione fu respinta con 75 voti contro 24, e fu approvato invece con 70 voti contro 14 un ordine del giorno il quale dice che la Camera dei deputati è soddisfatta delle dichiarazioni del governo relativamente alla questione del Congo.

Una conferenza doganale austro-ungarica, che si era adunata a Vienna, si è sciolta dopo aver preso delle importanti deliberazioni.

Su proposte dei delegati ungheresi fu convenuto che i dazii d'importazione sui grani, le farine e l'orzo saranno fissati sulle cifre adottate dalla Germania per gli stessi articoli.

La conferenza ha adottato pure gli aumenti di dazii proposti dall'Austria su un gran numero di prodotti dell'industria, fra altri sulle stoffe di lana.

TELEGRAMMI

AGENZIA STEFANI

PORTO-SAID, 2. — Il piroscafo *Washington*, della Navigazione Generale Italiana, con a bordo la terza spedizione militare italiana è entrato in canale stamani.

LONDRA, 2. — Il *Times* approva che il gabinetto sia rimasto al suo posto, ma crede che la crisi sia semplicemente aggiornata.

Il *Daily-News* dice che era questione d'onore pel gabinetto non dimettersi finchè i comuni non sieno dichiarati formalmente. La crisi è però possibile ad ogni momento.

Lo *Standard* crede che la caduta di Gladstone sia prossima ed invita i conservatori a prepararsi ad assumere il potere.

LONDRA, 2. — Il *Daily-Telegraph* dice che il gabinetto deve ora consacrarsi a continuare la guerra nel Sudan e sistemare le questioni interne. Deve inoltre sforzarsi energicamente a conciliarsi colla Germania, mediante mutui vantaggi.

Lo stesso giornale crede che l'Inghilterra debba accettare il concorso di alcune potenze interessate nella questione egiziana, ed è convinto che, con certe garanzie, il paese accoglierebbe con gioia l'assistenza dell'Italia ovvero della Turchia.

CALCUTTA, 2. — I birmani ripresero Bhamo. Un generale chinese rimase ucciso.

SHANGHAI, 2. — Il fiume Yung, conducente a Ning-Po, è bloccato.

Courbet bombarda Chin-Hae.

LONDRA, 2. — Fu ordinato a tutti i centri militari d'Inghilterra di passare una ispezione medica a tutte le truppe per sapere il numero esatto degli uomini adatti ad entrare immediatamente in campagna.

BOMBAY, 1°. — Il piroscafo *China*, della Navigazione Generale Italiana, è partito oggi regolarmente pel Mediterraneo.

BUDAPEST, 2. — Compiendosi oggi dieci anni dacchè l'attuale presidente del Consiglio, Tisza, entrò, come ministro dell'interno, nel gabinetto ungherese, l'imperatore gli diresse un telegramma, con cui lo felicita e lo ringrazia degli eccellenti servizi prestati, assicurandolo della sua inalterabile benevolenza. Inoltre S. M. esprime il desiderio che la Provvidenza lo mantenga ancora per una serie di anni nella sua eminente attività, nell'interesse del trono e della patria.

Stamane il personale del ministero dell'interno ha felicitato il suo capo, Tisza.

CAIRO, 2. — Il kedivè autorizzò Blum pascià, sottosegretario di Stato delle finanze, a firmare la convenzione finanziaria internazionale.

Hassan pascià è partito pra raggiungere il generale Wolseley a Korti.

NEW-YORK, 2. — Secondo un dispaccio da Panama, la rivoluzione si estende nella Colombia.

I ribelli sconfissero a Baranquilla le truppe del governo che ebbero 60 morti, 200 feriti e 300 prigionieri, fra i quali il loro generale.

I ribelli assediarono Cartagena, base delle operazioni militari del governo.

Alcuni soldati tirarono contro il capitano Curtis, l'equipaggio ed una scialuppa appartenente alla corvetta inglese *Canadà*. Il capitano e un marinaio sono feriti.

VIENNA, 2. — *Camera dei deputati*. — Continuandosi la discussione del bilancio, il ministro delle finanze, Dunajewski, confuta le obbiezioni dell'opposizione e dimostra colle cifre stabilite dalla suprema Corte dei conti che la situazione finanziaria andò successivamente migliorando.

Egli dichiara inoltre che il governo, avendo la fiducia dell'imperatore e l'appoggio della maggioranza, può affrontare tranquillamente le nuove elezioni politiche, colla speranza che la maggioranza attuale ritornerà rafforzata ed aiuterà il governo a tutelare gl'interessi dello Stato senza riguardo alle nazionalità, nè ai partiti politici.

PARIGI, 2. — La Camera approvò l'insieme del progetto di legge per l'aumento dei diritti sui cereali.

LONDRA, 2. — Vi ha grande animazione nelle caserme e nei centri militari in seguito all'ordine di constatare il numero dei soldati capaci a servire fra un mese.

Il *Times* ha da Hong-Kong:

« Si attende a Tien-Tsin il blocco del golfo. »

BERLINO, 2. — *Reichstag*. — Si approva il credito relativamente alla colonia di Kamerun secondo le proposte della Commissione.

Il principe di Bismarck dichiarò nel corso della discussione che il governo deve conoscere l'opinione della nazione sulla sua politica coloniale, eventualmente mediante nuove elezioni. L'attitudine attuale del Reichstag non può che rafforzare l'opposizione all'estero contro la politica coloniale tedesca. L'Inghilterra, soggiunge il principe, ha pubblicato resoconti di conversazioni confidenziali da lui avute. È questo segno di cattivo umore. Gli inglesi gli rimproverano dichiarazioni sfavorevoli circa l'Egitto; ma egli non ne fece; anzi rifiutò di dare loro perfino consiglio. Richiesto di esprimere il suo parere, rispose che se fosse ministro inglese cercherebbe l'intervento del sultano, ma non annetterebbe l'Egitto per non provocare la rivalità della Francia. Se gli inglesi vogliono però annettersi l'Egitto, la Germania non impedirebbe loro di farlo. Se l'Inghilterra, disse il principe di Bismarck, avesse seguito la sua opinione, si troverebbe forse ora in una posizione migliore.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROMA

Veduta la legge 6 luglio 1875, n. 2583, colla quale venne dichiarata di pubblica utilità la sistemazione del Tevere;

Veduto il piano particellare degli stabili da occuparsi per i lavori di sistemazione preindicata presso Ponte Cestio, pubblicato nei modi di legge e nel quale sono compresi gli stabili di proprietà del signor Baccelli Giovanni fu Giuseppe;

Veduto il decreto prefettizio 18 dicembre 1884, con cui venne ordinato al Ministero dei Lavori Pubblici il deposito nella Cassa dei Depositi e Prestiti della indennità concordata col proprietario per lo stabile da occuparsi per l'esecuzione dei lavori suindicati;

Veduta la polizza rilasciata dall'Amministrazione centrale della Cassa dei Depositi e Prestiti in data 27 gennaio 1885, col n. 9136, constatante l'avvenuto deposito della somma dovuta al suddetto;

Veduto l'art. 30 della legge 25 giugno 1865, n. 2359,

Decreta:

Art. 1. Il Ministero dei Lavori Pubblici è autorizzato alla immediata occupazione dello stabile descritto nell'elenco che fa seguito e parte integrante del presente decreto.

Art. 2. Il presente decreto sarà registrato all'ufficio di registro, inserito nella *Gazzetta Ufficiale*, trascritto nell'ufficio delle ipoteche, affisso per 30 giorni consecutivi all'albo pretorio del municipio di Roma, notificato al proprietario interessato, al Ministero predetto ed all'Agenzia delle imposte dirette e del catasto di Roma, per la voltura in testa al Demanio dello stabile occupato.

Art. 3. Coloro che abbiano ragioni da eccepire sul pagamento della suddetta indennità potranno produrle entro i 30 giorni successivi a quello dell'inserzione di cui all'articolo 2 del presente decreto, e nei modi indicati nell'articolo 51 della legge suindicata.

Art. 4. Trascorso l'avanti prefisso termine, ed ove non siansi prodotte opposizioni, si provvederà al pagamento della indennità depositata, previo la dimostrazione della legittima proprietà e libertà da vincoli reali dello stabile rappresentato dalla indennità, da farsi a cura e spese dell'interessato con regolare istanza alla Prefettura.

Art. 5. Il sindaco di Roma provvederà a fare affiggere all'albo pretorio del municipio il presente decreto ed a notificarlo all'interessato a mezzo di usciere comunale.

Roma, 6 febbraio 1885.

Per il Prefetto: GUAITA.

ELENCO *descrittivo dello stabile di cui si autorizza l'occupazione.*

Baccelli Giovanni fu Giuseppe, domiciliato a Roma — Ambiente a piano terreno, posto in Roma in via Ponte Quattro Capi, num. 28, segnato in mappa n. 10/1, confinante con la via di Ponte Quattro Capi ed il fondo di Michelini Domenico.

Indennità stabilita, lire 4,500.

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

28 FEBBRAIO 1885.
Altezza della stazione = m. 49,65.

	8 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0 e al mare . .	764,8	763,8	761,6	760,4
Termometro . . .	7,3	12,0	14,1	11,2
Umidità relativa .	93	74	58	83
Umidità assoluta .	7,09	7,71	6,93	8,20
Vento	N	SW	W	SSW
Velocità in Km. .	1,0	1,0	3,0	1.0
Cielo.	coperto nebbioso	velato	cumuli e veli	coperto

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Mass. C. = 14,5 - R. = 11,60 | Min. C. = 6,2 - R. = 4,96.

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

2 MARZO 1885.
Altezza della stazione = m. 49.65.

	8 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare .	758,5	759,3	758,1	760.3
Termometro . . .	7,6	12,4	13,6	9,2
Umidità relativa .	7,8	57	54	81
Umidità assoluta .	5,55	6,06	6.28	7,07
Vento	NE	calmo	W	calmo
Velocità in Km. .	2,5	0,0	2,5	0,0
Cielo.	orizzonte chiaro nuvoloso	cumuli e cirro cumuli	cumuli	pochi cum.li strati

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Mass. C. = 13,7; - R. = 10,96; | Min. C. = 5,5 - R. = 4,40.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 2 marzo.

STAZIONI	Stato del cielo 8 ant.	Stato del mare 8 ant.	TEMPERATURA	
			Massima	Minima
Belluno	coperto	—	10,6	— 0,2
Domodossola. . . .	sereno	—	12,8	2,3
Milano.	3/4 coperto	—	12,3	5,5
Verona	coperto	—	12,4	6,0
Venezia.	1/4 coperto	calmo	10,0	4,2
Torino	coperto	—	12,5	6,5
Alessandria.	1/2 coperto	—	13,0	5,5
Parma	3/4 coperto	—	—	3,0
Modena	nebbioso	—	12,2	1,2
Genova	1/2 coperto	calmo	13,9	8,6
Forlì	sereno	—	10,4	3,6
Pesaro.	sereno	mosso	11,1	0,7
Porto Maurizio . . .	nebbioso	legg. mosso	15,7	7,8
Firenze	sereno	—	13,0	2,8
Urbino	sereno	—	8,0	1,7
Ancona	sereno	calmo	12,0	4,9
Livorno.	sereno	calmo	13,7	6,5
Perugia	sereno	—	9,3	2,1
Camerino.	1/4 coperto	—	5,2	0,5
Portoferraio	sereno	calmo	13,0	7,0
Chieti	coperto	—	8,0	1,7
Aquila.	coperto	—	7,7	2,4
Roma	3/4 coperto	—	15,0	5,5
Agnone	coperto	—	5,4	2,5
Foggia	coperto	—	10,4	6,3
Bari	coperto	calmo	11,4	8,2
Napoli	sereno	calmo	12,3	7,4
Portotorres.	3/4 coperto	calmo	—	—
Potenza.	nebbioso	—	7,0	2,0
Lecce	1/2 coperto	—	12,9	6,0
Cosenza	coperto	—	14,0	9,2
Cagliari.	coperto	calmo	17,0	9,0
Tiriolo	—	—	—	—
Reggio Calabria . .	3/4 coperto	legg. mosso	14,3	10,2
Palermo.	1/2 coperto	mosso	17,4	8,5
Catania	sereno	calmo	17,2	8,0
Caltanissetta	1/4 coperto	—	12,6	3,5
Porto Empedocle. .	1/4 coperto	calmo	15,8	9,2
Siracusa.	1/2 coperto	calmo	18,0	9,6

TELEGRAMMI METEORICI

dell'Ufficio centrale di meteorologia

Roma, 28 febbraio 1885.

In Europa pressione alquanto bassa al nord, aumentata al nord-ovest, elevata specialmente sulla Russia.

Bodo 749, Mosca 779.

In Italia, nelle 24 ore, barometro disceso 3 millimetri circa; temperatura leggermente diminuita al centro; venti deboli e varii; cielo generalmente sereno.

Stamani cielo misto; alte correnti intorno ponente; venti deboli settentrionali nel basso adriatico;

Barometro livellatissimo a 764 millimetri.

Mare calmo.

Probabilità: cielo qua e là nuvoloso o nebbioso; venti deboli intorno al ponente fuorchè al nord; continua temperatura mite.

Roma, 2 marzo 1885.

In Europa pressione leggermente decrescente al nord-ovest, ancora elevata al centro della Russia.

Valenzia 756, Mosca 771.

In Italia, nelle 24 ore, pioggie al centro e sud; venti qua e là forti intorno al ponente sulle Isole; barometro alquanto salito al nord e centro; temperatura diminuita.

Stamani cielo misto; ponente fresco in Sicilia; venti deboli a freschi settentrionali sull'Italia superiore; barometro a 760 millimetri al nord livellato a 759 millimetri altrove.

Mare generalmente calmo.

Probabilità: venti sensibili settentrionali; qualche pioggia.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA del dì 2 marzo 1885

VALORI	GODIMENTO dal	VALORE		Prezzi nominali	PREZZI FATTI a contanti		CORSI MEDI CONTANTI		CORSI MEDI TERMINE	
		Nominale	Versato		Apertura	Chiusura	Apertura	Chiusura	fine corr.	fine pross.
Rendita italiana 5 0/0	1° luglio 1885	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Detta detta 5 0/0	1° gennaio 1885	—	—	—	—	98 05 98 02 ½	—	98 03 ½	93 38	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. sul Tesoro Emiss. 1860-64	»	—	—	99 »	—	—	—	—	—	—
Prestito Romano, Blount	»	—	—	98 75	—	—	—	—	—	—
Detto Rothschild	1° decemb. 1884	—	—	98 75	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Beni Eccles. 5 0/0	1° ottobre 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1884	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligaz. Città di Roma 4 0/0 (oro)	1° ottobre 1884	500	500	486 »	—	—	—	—	—	—
Azioni Regìa Coint. de' Tabacchi	»	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette 6 0/0	»	500	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita austriaca	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° gennaio 1885	1000	750	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	»	1000	1000	1015 »	—	—	—	—	—	—
Banca Generale	»	500	250	—	—	—	—	—	645 50	—
Società Gen. di Credito Mob. Ital.	»	500	400	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Società Immobiliare	1° ottobre 1884	500	500	498 50	—	—	—	—	—	—
Banco di Roma	1° gennaio 1884	500	250	—	—	—	—	—	700 50	—
Banca Tiberina	»	250	125	—	—	—	—	—	—	—
Banca di Milano	»	500	250	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° ottobre 1884	500	500	—	—	487 50, 488	—	487 ¾	—	—
Fondiaria Incendi (oro)	1° gennaio 1884	500	100	525 »	—	—	—	—	—	—
Fondiaria Vita (oro)	—	250	125	315 »	—	—	—	—	—	—
Soc. Acq. Pia antica Marcia (az. stam.)	1° gennaio 1885	500	500	—	—	—	—	—	1492 50	—
Detta Certificati provv.	—	—	—	1330 »	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni detta	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Soc. It. per condotte d'acqua (oro)	1° gennaio 1885	500	250	—	—	—	—	—	582 ¼	—
Anglo-Romana per l'illum. a gas	15 ottobre 1884	500	500	—	—	—	—	—	2425 »	—
Compagnia Fondiaria Italiana	—	150	150	268 »	—	—	—	—	—	—
Ferrovie Complementari	—	250	175	—	—	—	—	—	—	—
Ferrovie Romane	1° ottobre 1865	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Telefoni ed applicazioni elettriche	—	100	100	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	1° gennaio 1885	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 0/0 (oro)	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde az. preferenza	—	250	250	—	—	—	—	—	—	—
Obb. Ferr. Sarde nuova emiss. 6 0/0	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Az. S. F. Paler.-Mars.-Trap. 1ª e 2ª em.	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Immobiliari	1° gennaio 1885	500	262	—	—	—	—	—	765 »	—
Società dei Molini e Magaz. Generali	»	250	250	—	—	—	—	—	430 50	—

Sconto	CAMBI		PREZZI MEDI	PREZZI FATTI	PREZZI NOMINALI
3 0[0	Francia	90 g.	—	—	99 55
	Parigi	chèques	—	—	—
4 0[0	Londra	90 g.	—	—	25 20
		chèques	—	—	—
	Vienna e Trieste	90 g.	—	—	—
	Germania	90 g.	—	—	—

Sconto di Banca 5 0[0. — Interessi sulle anticipazioni 5 0[0.

Media dei corsi del Consolidato italiano a contanti nelle varie Borse del Regno nel dì 28 febbraio 1885:

Consolidato 5 0[0 lire 97 803.
Consolidato 5 0[0 senza la cedola del semestre in corso lire 95 633.
Consolidato 3 0[0 (nominale) lire 66 000.
Consolidato 3 0[0 (id.) senza cedola lire 64 710.

V. Trocchi, *presidente*.

PREZZI FATTI:

Rend. It. 5 0[0 (1° gennaio 1885) 98 40, 98 37 ½ fine corr.
Banca Generale 644, 644 ½, 646, 646 ½, 647 fine corr.
Banco di Roma 700, 700 ½, 701 fine corr.
Società Acqua Pia antica Marcia (az. stam.) 1490, 1492, 1495 fine corr.
Società Ital. per Condotte d'acqua 582, 582 ½ fine corr.
Anglo-Romana per l'illumin. a gas 2435, 2434, 2430, 2415, 2418, 2420, 2422, 2425 fine corr.
Ferrovie complementari 183 fine corr.
Azioni Immobiliari 766, 764 fine
Società dei Molini e Magazzini Generali 430, 431 fine corr.
Molini ex-dividendo.

Il Sindaco: A. Pieri.

N. 58.

Ministero dei Lavori Pubblici

DIREZIONE GENERALE DELLE OPERE IDRAULICHE

Avviso d'Asta.

In seguito alla diminuzione di lire 9 05 per cento, fatta in tempo utile sul presunto prezzo di lire 55,844 55, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 31 gennaio p. p., per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione di una banca di rinforzo alla tratta d'argine maestro del fiume Po, a sinistra nel comprensorio denominato di Po e Lambro e Lambro Pavese, per l'estesa di metri 1833, limitata tra le cascine Cà Grande ed Arsenale,

si procederà alle ore 10 antimeridiane del 21 marzo p. v., in una delle sale di questo Ministero, dinanzi al direttore generale delle opere idrauliche, e presso la Regia Prefettura di Pavia, avanti il prefetto, simultaneamente, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa a quello degli oblatori che risulterà il migliore offerente in diminuzione della presunta somma di lire 50,790 62, a cui il suddetto prezzo trovasi ridotto.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte, escluse quelle per persona da dichiarare, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a colui che risulterà il migliore offerente, qualunque sia il numero dei partiti, ed in difetto di questi, a favore dell'offerente della detta diminuzione.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 10 ottobre 1884, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma, e Pavia.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna, per dare ogni cosa compiuta nel termine di giorni 60 naturali e continui.

Per essere ammessi all'asta i concorrenti dovranno presentare il certificato di aver versato in una cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire allo incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositi in contanti od in altro modo.

Dovranno inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 2,000 e nel decimo dell'importo netto delle opere d'appalto quella definitiva, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà, nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione, stipulare il relativo contratto.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 28 febbraio 1885.

4564 *Il Caposezione:* M. FRIGERI.

N. 59.

Ministero dei Lavori Pubblici

DIREZIONE GENERALE DELLE OPERE IDRAULICHE

Avviso d'Asta.

Alle ore 10 antimeridiane del 21 marzo p. v., in una delle sale di questo Ministero, dinanzi al direttore generale delle opere idrauliche, e presso la Regia Prefettura di Salerno, avanti il prefetto, si addiverrà simultaneamente, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, allo incanto per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla ordinaria manutenzione per anni cinque (dal 1° aprile 1885 al 31 marzo 1890), del derivante a sinistra del fiume Sele, diramatori di torbide, controfossi, canali di scolo, canali di scarico delle acque chiare ed opere d'arte per la bonificazione della 3ª sezione del bacino Sele, per la presunta complessiva somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 105,000.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno negli indicati giorno ed ora presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte, escluse quelle per persona da dichiarare, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello degli oblatori che risulterà il migliore offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda Ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 3 novembre 1884, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma e Salerno.

Per essere ammessi all'asta i concorrenti dovranno presentare il certificato di aver versato in una cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire allo incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositi in contanti od in altro modo.

Dovranno inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità, rilasciato in tempo prossimo allo incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 1500 ed in una mezza annata del canone d'appalto depurato del ribasso d'asta quella definitiva, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare in uno dei suddesignati uffici offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni 15 successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 28 febbraio 1885.

4565 *Il Caposezione:* M. FRIGERI.

BANCA DEL POPOLO DI VENEZIA

SOCIETÀ ANONIMA COOPERATIVA

AVVISO.

Gli azionisti della Banca del Popolo di Venezia sono convocati in assemblea generale ordinaria nel giorno 22 marzo 1885, alle ore 11 antimeridiane, nel locale della Borsa, onde deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

a) Relazione del Consiglio d'amministrazione;

b) Approvazione del bilancio 1884;

c) Nomina di sei consiglieri d'amministrazione cioè: cinque per compiuto biennio ed uno in sostituzione del cav. Reitmeyer defunto;

d) Nomina di tre sindaci uscenti per compiuto biennio e di un sindaco supplente.

A sensi dell'articolo 57 dello statuto, si prevengono gli azionisti che dal giorno 10 marzo p. v., saranno messi a loro disposizione nell'ufficio della Banca, per la ispezione, la relazione dei sindaci ed il bilancio.

Venezia, 26 febbraio 1885.

Il Presidente: Cav. ANTONIO DAL CERÈ.

Il Segretario: Avv. EDOARDO TROMBINI.

(Presso l'ufficio della Banca si rilasciano agli azionisti i biglietti di ammissione, a tutto il giorno 21 marzo). 4553

SOCIETÀ IN ACCOMANDITA PER AZIONI ISSEL E C°

per la

coltivazione delle miniere di rame di Monte-Linajuolo a Rovegno

CON SEDE IN GENOVA

Capitale sociale L. it. 350,000 — *Capitale versato* L. it. 227,500.

I signori azionisti sono avvertiti che, dietro deliberazione del Consiglio dei sindaci in data 24 febbraio p. p. ed in base dell'articolo 28 dello statuto sociale, l'assemblea generale ordinaria è convocata pel giorno di sabato 21 marzo corrente, ad un'ora pomeridiana precise, presso la sede della Società in via Palestro, n. 3, p° 1°.

In mancanza di numero, la seconda convocazione avrà luogo il lunedì 30 corrente, alla stessa ora.

Ordine del giorno:

1. Bilancio 1884 ed annessa relazione;
2. Relazione del Consiglio dei sindaci sull'andamento degli affari sociali, sospensione dei lavori, proposte e provvedimenti relativi;
3. Nomine a termine dell'articolo 28 o provvedimenti a termine dell'articolo 47 dello statuto sociale;
4. Pratiche diverse.

Il Presidente del Consiglio dei sindaci
Ing. MAURIZIO MARCHESE.

4546

AVVISO.

I signori azionisti della Banca Salernitana sono invitati di assistere alla riunione dell'assemblea generale ordinaria fissata pel giorno 15 marzo prossimo, alle ore 10 antimeridiane, nella sede della Banca, via Procida, già Campitello, n. 31, piano 2°.

Ordine del giorno:

1. Relazione dei sindaci, discussione ed approvazione del bilancio 1884 — Bilancio preventivo 1885;
2. Deliberazione sul dividendo di lira una per azione in lire cinquemila, con proposta, conforme l'articolo 6 dello statuto, di convertirle in fondo di riserva al quattro per cento per l'acquisto di una casa a Salerno;
3. Concessione della facoltà al Consiglio d'amministrazione di nominare corrispondenti o rappresentanti su altre piazze, conforme l'articolo 5 dello statuto, per dare maggior sviluppo agli affari;
4. Facoltà di scontare effetti fino a sei mesi quando concorrono fatti speciali o fondi esuberanti.

Informiamo i signori azionisti che il bilancio resta depositato in copia, insieme alla relazione dei sindaci, negli uffici della Banca dal 1° marzo in poi, e l'uno e l'altro possono essere esaminati da ogni socio.

Gli uffici della Banca sono aperti dalle 8 antimeridiane alle 4 pomeridiane.

Banca Salernitana — Per il Consiglio d'amministrazione
4542 *Il Presidente*: G. PELLEGRINO.

(2ª *pubblicazione*)

SOCIETÀ ITALIANA PER IL GAZ

SOCIETÀ ANONIMA — Capitale versato lire 3,500,000

TORINO-PAVIA-BERGAMO

SEDE SOCIALE: Torino, *Piazza San Carlo, 5.*

Gli azionisti sono convocati in assemblea generale ordinaria pel giorno 14 marzo 1885, all'ora una pomeridiana, negli uffici della Società, in Torino, piazza San Carlo, n. 5, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1. Relazione del Consiglio d'amministrazione;
2. Relazione dei sindaci;
3. Presentazione ed approvazione del bilancio dell'esercizio 1884 e determinazione del dividendo;
4. Nomina di quattro membri del Consiglio scadenti d'ufficio a tenore dell'articolo 13 degli statuti;
5. Nomina di tre sindaci e due supplenti a termine dell'articolo 154 del Codice di commercio;
6. Comunicazioni del Consiglio.

Il deposito delle azioni non nominative di cui all'articolo 7 degli statuti sociali deve essere effettuato non più tardi delle ore 4 pomeridiane del giorno 13 marzo 1885, presso la Società Generale di Credito Mobiliare Italiano, via Ospedale, n. 24.

Torino, 17 febbraio 1885.
4325 Il Presidente del Consiglio d'amministrazione.

(3ª *pubblicazione*)

Società della Ferrovia Sicula Occidentale

Palermo-Marsala-Trapani

SOCIETA' ANONIMA — *Capitale sociale* 22,000,000, *interamente versato.*

A norma degli articoli 27 e 28 dello statuto sociale, per deliberazione del Consiglio di amministrazione, l'assemblea generale degli azionisti è convocata in tornata ordinaria pel giorno 29 marzo prossimo, alle ore 10 ant., nella sede sociale, 24, via in Lucina, per deliberare intorno alle seguenti materie:

1. Approvazione dei conti e del bilancio sociale;
2. Nomina di amministratori in sostituzione di quelli uscenti di carica a norma dell'art. 14 dello statuto;
3. Nomina dei sindaci e supplenti per l'anno 1885;
4. Comunicazione del Consiglio di amministrazione.

Il deposito delle azioni, che a norma dell'art. 24 dello statuto sociale deve essere fatto 15 giorni prima dell'adunanza, potrà effettuarsi:

In **Roma**, presso la Sede sociale nel locale suddetto;
In **Palermo**, presso l'Amministrazione centrale, piazza Marina, palazzo Partanna e presso i signori I. V. Florio e C;
In **Milano**, presso A. Villa e C.;
In **Torino**, presso U. Geisser e C.;
In **Genova**, presso Fratelli Bingen;
In **Berlino**, presso Handels Gesellschafh;
In **Francofort s[M.**, presso Won Erlanger and Sóhn.

Roma, 27 febbraio 1885. 4515

MINISTERO DELLE FINANZE — Direzione Generale delle Gabelle

Avviso per miglioria

non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Si fa noto che nell'incanto tenutosi oggi, la fornitura di chilogrammi 12,000 a 15,000 di tabacco in foglia « Adrianopoli, » lotto unico, di cui agli avvisi d'asta 9 gennaio p. p., e 21 febbraio p. p., fu provvisoriamente aggiudicata in appalto al prezzo medio di lire duecentocinquanta per ogni quintale metrico netto.

Su questo prezzo è ammesso il ribasso non minore del ventesimo.

Il termine utile (fatali) per la presentazione delle relative offerte scadrà alle ore 2 pom. precise del giorno 10 marzo corrente.

Le offerte dovranno essere presentate alla Direzione generale delle gabelle, e saranno soggette alle condizioni tutte contenute nell'antecedente avviso di asta.

Roma, lì 2 marzo 1885.

Dalla Direzione Generale delle Gabelle
4597 *Il Direttore capo della Divisione VIII*: A. FRANCIOSINI.

Banca di anticipazioni — Cassa di Risparmio

Sede via Roma, n. 210

Non avendo avuto luogo l'annunziata riunione generale degli azionisti il dì 28 febbraio ora decorso, l'assemblea generale resta fissata in seconda convocazione pel dì 22 corrente mese, alle ore 12 meridiane precise, nella sede della Banca.

Potranno intervenirvi tutti i soci che abbiano depositato le loro azioni alla Cassa non più tardi del dì 19 stesso mese.

Ordine del giorno:

Relazione sulla gestione 1884;
Nomine amministrative;
Riforma ad alcuni articoli dello statuto sociale;
Dividendo agli azionisti.

Napoli, dalla sede della Banca, lì 2 marzo 1885.
4600 *Il Direttore*: Avv. ACHILLE NARDI.

(1ª *pubblicazione*)

Banca Nazionale nel Regno d'Italia

Capitale versato lire 150,000,000

DIREZIONE GENERALE

Avviso.

Il Consiglio superiore della Banca ha deliberato di convocare l'assemblea generale degli azionisti presso la sede di Genova per il giorno 28 del p. v. marzo.

La riunione sarà a mezzogiorno nel palazzo della Banca, in via Carlo Alberto.

In tale assemblea si procederà alla elezione dei membri del consiglio di reggenza della precitata sede per la rinnovazione del terzo dei reggenti e dei censori uscente d'ufficio, e per la surrogazione di quelli che per qualunque altra causa avessero cessato dalle loro funzioni presso il consiglio medesimo.

Hanno diritto d'intervenire all'assemblea tutti gli azionisti possessori da sei mesi almeno di un numero di azioni non inferiore a quindici.

Roma, 28 febbraio 1885. 4537

SOCIETÀ ANONIMA

per la

costruzione e l'esercizio del Tramvia PINEROLO-PEROSA-ARGENTINA

CON SEDE IN PINEROLO

Capitale sociale versato lire 750,000.

I signori azionisti sono convocati in assemblea generale ordinaria per il giorno 22 marzo 1885, alle ore 2 pom., negli uffizi della Società in Pinerolo, per la trattazione del seguente

Ordine del giorno:

1. Discussione, approvazione o modificazione del bilancio, udita la relazione dei sindaci;
2. Surrogazione di cinque amministratori;
3. Nomina di tre sindaci e due supplenti con determinazione della loro retribuzione;
4. Esame di proposte comunicate dai sindaci in ufficio in ordine all'andamento economico dell'esercizio.

Per intervenire all'assemblea è necessario il deposito di non meno di cinque azioni sociali, da depositarsi almeno 24 ore prima dell'adunanza sovraindicata alla sede della Banca di Pinerolo, in Torino, via Lagrange, n. 7, od alla sede secondaria della Banca stessa, in Pinerolo, via Saluzzo, n. 1.

Pinerolo, 1° marzo 1885.
4581 L'AMMINISTRAZIONE.

AVVISO.

La sottoscritta, in conformità dell'articolo 38 della vigente legge notarile, fa noto al pubblico di avere iniziato pratica per lo svincolo del patrimonio e cauzione del defunto notaio di Napoli, signor Agostino Macchia, di lei marito.

Napoli, 24 febbraio 1885.

MARIANTONIA FLORIO vedova MACCHIA.

4508

REGIO TRIBUNALE CIVILE di Frosinone.

Si fa noto al pubblico che il presidente del Tribunale civile e correzionale di Frosinone con decreto del 23 febbraio decorso, sull'istanza del signor Lucio Sebastiano, nella sua qualifica di sindaco del comune di Frosinone, domiciliato elettivamente in Frosinone presso il procuratore Carboni avvocato Arduini, dal quale è rappresentato, ha dichiarato aperto il giudizio di purgazione d'ipoteche a carico dei signori Getulio Lattanzi, debitore principale, ed Angela De Carolis vedova di Luigi Lattanzi, sul prezzo di lire 5570 50, ricavato dalla vendita dei fondi in loro danno eseguita nell'asta del 30 aprile 1884, innanzi il pretore Alatri, e depositate nella Cassa postale di detta città; ha nominato per la relativa istruzione il giudice signor avvocato Tommaso Mezzacapo; ha stabilito il termine di giorni 30, entro il quale dovranno farsi le notificazioni e le iscrizioni prescritte dagli articoli 2043 e 2044 Codice civile; ed ha ordinato ai creditori iscritti di depositare nella cancelleria di quel Tribunale le loro domande di collocazione motivate coi documenti giustificativi nel termine di giorni 40 dalla notifica del decreto stesso.

Frosinone, 1° marzo 1885.

4588 AVV. A. CARBONI proc.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Il sottoscritto usciere presso il Tribunale civile di Roma, rende noto che nella sala di udienza del Tribunale civile di Roma, prima sezione, nel giorno 10 aprile 1885, avrà luogo la vendita giudiziale di beni immobili ai pubblici incanti, ad istanza dei signori Del Monte Asdrubale, Rosselli Anna ed Angelo Del Monte,

Contro del signor Sabato di Asdrubale Volterra.

Descrizione degli immobili.

1. Casa posta in Roma, con botteghe, porzione del piano terreno e primo piano, in via Portico d'Ottavia, nn. 2 e 3, e via Reginella, n. 14-A, composta di 3 piani e 8 vani, numero di mappa 99 sub. 2, 101 sub. 2, rione XI, col reddito imponibile di lire 525, gravata del tributo diretto verso lo Stato di lire 65 62.

2. Casa posta in Roma, via Rua, 155, di un piano e 8 vani, num. di mappa 243 sub. 2, 244 sub. 2, 245 sub. 2, rione XI, col reddito imponibile di lire 525, gravata del tributo diretto verso lo Stato di lire 65 62.

3. Utile dominio della casa con bottega e sotterra, in via Portico d'Ottavia, n. 1, e via Reginella, nn. 16 a 18, di piani 4 e vani 7, numero di mappa 100, rione XI, del reddito imponibile di lire 1425, direttaria la Scuola del Tempio, gravata del tributo diretto verso lo Stato di lire 178 13.

Il pubblico incanto si aprirà per il primo lotto in L. 4000.

Il 2° lotto in » 4000.

Il 3° lotto in » 5400.

Il tutto colle condizioni contenute nel bando di vendita esistente nella cancelleria del suddetto Tribunale.

Roma, 27 febbraio 1885.

4535 PIETRO REGGIANI usciere.

Società Anonima del Gas in Busto Arsizio

Capitale lire 125,000, interamente versato.

Si rende noto ai signori azionisti che l'assemblea generale ordinaria avrà luogo domenica giorno 15 marzo p. v., ora 1 pomeridiana, nella sala dello scrutinio del R. Tribunale, per deliberare sugli oggetti portati dal seguente

Ordine del giorno:

1. Relazione del Consiglio d'amministrazione e dei sindaci sul bilancio 1884;
2. Approvazione dei conti dell'esercizio 1884;
3. Modificazioni allo statuto sociale;
4. Nomina dei quattro consiglieri in surrogazione dei signori ing. Leopoldo Candiani, preposto don Giuseppe Tettamanti, Gambero Angelo, scadenti per anzianità, e Paleari dott. Luigi, dimissionario;
5. Nomina di tre sindaci e due supplenti;
6. Comunicazioni diverse.

Il deposito delle azioni avrà luogo nei giorni 12, 13 e 14 marzo 1885, presso la Banca di Busto Arsizio.

Busto Arsizio, 15 febbraio 1885.

Il Consiglio d'Amministrazione.

Per copia conforme,
V. MOLTESI. 4592

MINISTERO DELLE FINANZE — Direzione Generale delle Gabelle

Avviso d'Asta *per incanto definitivo.*

Si fa noto che nell'incanto tenuto il 21 febbraio scorso, l'appalto per la fornitura di chilog. 90,000 lotto I di tabacco in foglia *Bassibagli Persician* venne deliberato al prezzo medio di lire trecentocinquanta per ogni quintale metrico netto, e che su questo prezzo fu prima della scadenza del termine utile (fatali) presentata offerta non minore del ventesimo, la quale ribassò il suindicato prezzo alla somma di lire 330 in media a quintale metrico netto.

Eguale ribasso venne fatto pel tabacco del secondo lotto chilogr. 90,000 *Bassibagli Persician*, il quale venne egualmente ridotto a lire 330 in media a quintale metrico netto.

Venne pure ribassato del ventesimo, il prezzo di lire cinquecentoventicinque in media a quintale metrico netto del lotto unico di chilogr. 60,000 tabacco in foglia *Kir Basmà* aggiudicato nell'incanto suddetto, quale prezzo è venuto perciò ad essere ridotto a lire 498 e cent. 75 in media a quintale metrico netto.

Su i prezzi come sopra ridotti delle suindicate specie di tabacco si terrà un ultimo incanto a schede segrete negli uffici della Direzione generale delle gabelle, alle ore 2 pomeridiane del giorno 10 marzo 1885, con espressa dichiarazione che si farà luogo a deliberamento *definitivo* qualunque sia per essere il numero delle offerte.

Per le altre condizioni e per la forma e requisiti delle offerte restano ferme quelle contenute nell'antecedente avviso d'asta del 9 gennaio 1885.

Roma, addì 2 marzo 1885.

Dalla Direzione Generale delle Gabelle

4598 *Il Direttore capo della Divisione VIII*: A. FRANCIOSINI.

AVVISO.

La signora Matilde Bernillon vedova Calisti, domiciliata elettivamente presso il suo procuratore Forani avv. Antonio, residente in questa città, con studio in via Giulia, n. 102, p° 1°, creditrice di lire 12,051 15, in virtù di sentenza pubblicata da questo R. Tribunale civile e correzionale nel 13 febbraio 1885, registrata nel 23 successivo, volume 138, n. 9431, e di lire 15,000 importo di due cambiali scadute nel 13 febbraio 1885, protestate nel 14 successivo per gli atti del R. notaro Polidori, come all'annotazione in repertorio nn. 17877 e 17878,

Diffida chiunque a procedere allo acquisto della quarta parte del palazzo posto in Roma, piazza San Silvestro, n. 81, spettante alla signora Maria De Dominicis, consorte del signor avvocato Giovanni Ciofi, intimata per le ore dieci antimeridiane di giovedì 5 corrente, nello studio del R. notaro sig. Filippo Delfini, piazza di S. Eustachio, n. 83, p° 2°, perchè detta vendita si compie in frode dei legittimi creditori, per sottrarre ad essi l'unica garanzia ed eludere gli effetti delle sentenze promulgate e da promulgarsi, protestando in applicazione dell'articolo 1235 Codice civile per la nullità della vendita qualora si eseguisse.

Studio, 2 marzo 1885.

4587 AVV. ANTONIO FORANI proc.

AVVISO.

Con decreto del 31 dicembre 1884 S. M. il Re concesse a Paolo Demidoff Principe di S. Donato la facoltà di trasmettere il titolo di Principe indistintamente ai suoi figli di ambo i sessi Aurora, Anatolia, Maria, Paolo ed Elena, nati dal matrimonio con la Principessa Elena Troubtzhoi, per continuata linea retta mascolina col predicato di S. Donato appoggiato al cognome Demidoff.

Firenze, 28 febbraio 1885.

4590 AVV. ADOLFO LECCHINI.

AVVISO.

Il presidente del Consiglio notarile del distretto d'Alba rende noto essere vacante, nel comune di Sommariva Bosco, un posto da notaro, ed invita, a mente degli articoli 10 della legge notarile 25 maggio 1879 e 25 del relativo regolamento 23 novembre 1879, chiunque abbia interesse di concorrere a detto posto a presentare, nel termine di giorni 40 dalla presente pubblicazione, la domanda a questo Consiglio notarile, munita dei documenti a corredo nel modo prescritto dall'articolo 27 del regolamento accennato.

Alba, il 26 febbraio 1885.

Il Presidente del Consiglio
Notaio FELICE VARINO.

4502

(1ª *pubblicazione*)

REGIO TRIBUNALE DI VELLETRI.

Si fa noto al pubblico che nel giorno 8 aprile 1885, alle ore 11 ant., nella sala di udienze del Tribunale di Velletri si procederà all'incanto dei seguenti beni contro Manni Bruno fu Filippo, di Segni, ad istanza dell'Istituto di credito fondiario del Banco di S. Spirito di Roma.

1. Terreno prativo in territorio di Segni, contrada S. Cintio, confinanti strada S. Cintio, Falasca, De Santis, mappa sez. 1ª, nn. 57, 428 al 432, 440, tributo diretto verso lo Stato lire 4 97.

2. Terreno prativo, nudo, detto territorio, confinanti seminario di Segni, Porcelli e Duelli, mappa sez. IV, n. 429, tributo diretto lire 4 60.

3. Seminativo, vignato, alberato, vitato, in detto territorio, vocabolo Giammancini, confinanti Falasca, Milani e Valenzi, mappa nn. 225, 237, 543, 544, 590, 713 al 715, 719 al 724, 790, 791, 792, 795, 796, 797, sez. IV, e 787, sez. VI, tributo diretto lire 43 15.

4. Seminativo, vignato, in detto territorio, vocabolo Casa Crudele, confinanti Colabucci e fratelli Tomassi, mappa sez. IV, n. 266, tributo diretto lire 2 44.

5. Grande casamento in Segni, via della Pretura, confinanti strada, Colaiacomo e Volpicelli, numeri civici 62, 96, 96-A, 96-C, 96-E, 96-F, 96-U, e sulla via degli Asini, n. 99, mappa sez. VI, nn. 146, 147, 148, tributo diretto lire 24 38.

6. Podere seminativo, vignato, alberato, vitato, prativo, olivato, cannetato, boschivo con casino, in territorio di Gavignano, contrada Colle Cifio, confinanti strada della Mola, fosso e marchese Traietto, mappa nn. 884 all'892, 894, sez. 1ª, tributo diretto lire 51 93.

Condizioni della vendita.

Sei distinti lotti. Prezzi corrispondenti al multiplo legale del tributo diretto. Pel 1° lotto lire 298 20; pel 2° lire 276; pel 3°, lire 2589; pel 4°, lire 146; pel 5°, lire 1462 80; pel 6°, lire 3115 80.

Offerte di aumento lire 5 pei lotti 1°, 2° e 4°, lire 10 per gli altri. Deposito preventivo, decimo del prezzo e spese dell'asta in lire 80 pel 1° e 2° lotto; lire 300 pel 3° e 6°; lire 50 pel 4°, e lire 150 pel 5°. Trenta giorni stabiliti ai creditori per la presentazione dei titoli documentati.

Velletri, 28 febbraio 1885.

4589 P. MANZI.

ESTRATTO PER INSERZIONE.

Con scrittura privata registrata a Roma li 28 gennaio 1885, vol. 6°, serie 3ª, n. 11440, i signori Luigi Schiapadori, socio capitalista, e Salvatore Tagliacozzo, socio d'industria, hanno concluso un contratto di società in nome collettivo per la conduzione ed esercizio del caffè in Roma, via Solferino, n. 2, e via Volturno, n. 62, munito di clausola compromissoria, per la durata di anni quattro, salvo proroghe. Per le obbligazioni della società è necessario il concorso di ambedue i soci. Utili e perdite a perfetta metà.

Roma, 5 febbraio 1885.

Per l'avv. VIOLATI
A. G. JERMINI sostituto.

Presentato addì 5 febbraio 1885, ed inscritto al num. 20 del registro d'ordine, al n. 14 del registro trascrizioni, ed al n. 5 registro Società, vol. 1°, elenco 14.

Roma, li 9 febbraio 1835.

Il canc. del Trib. di commercio CENNI.

4591

Giunta Municipale della Città di Brescia

Avviso d'Asta per vendita d'immobili.

Volendo quest'Amministrazione municipale procedere alla vendita degli immobili di ragione della città, facenti parte dello stabile di Calino (già proprietà del fu conte Muzio Calini), si rende noto che nei giorni di lunedì, mercoledì e sabato 16, 18 e 21 marzo p. v., alle ore 12 meridiane, si terranno all'uopo in questa civica residenza, dinanzi al sottoscritto, o chi per esso, pubblici esperimenti d'asta col metodo dei partiti segreti. I detti immobili sono posti nei comuni di Calino, Bornato, Cazzago, Monterotondo ed Erbusco (provincia di Brescia), e per la vendita vennero divisi in lotti, e questi in corpi, come appare dal riassunto qui sotto. L'asta del giorno 16 marzo risguarderà i lotti dal n. 1 al n. 8 inclusivamente; quella del giorno 18 i lotti dal n. 9 al n. 16, e quella del 21 gli ultimi 10 lotti.

Le aste si terranno sotto l'osservanza del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato col R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, e di speciale capitolato ostensibile (insieme colle relazioni di stima, prospetto dei lotti e cogli altri documenti che vi si riferiscono) presso quest'ufficio tecnico municipale da oggi fino ai giorni degli incanti.

Le offerte degli aspiranti (stese su carta in bollo di lira una) dovranno portare aumento ai qui sotto indicati prezzi di perizia sui quali si apriranno le aste.

Gli aspiranti dovranno garantire le loro offerte col deposito di un decimo dell'accennato prezzo di perizia del lotto o dei lotti, o del corpo cui aspirano, deposito da versarsi in questa cassa comunale in valuta legale od in rendita dello Stato a corso di Borsa.

La delibera seguirà a favore dei migliori offerenti, salva l'approvazione del Consiglio comunale e della Deputazione provinciale a termini di legge.

Le offerte cumulative per tutti gli immobili, o per più lotti, saranno preferite alle parziali (benchè queste per alcun lotto o corpo risultassero migliori) quando nel loro complesso fossero, a giudizio della Giunta municipale, da ritenersi più vantaggiose all'Amministrazione venditrice. Perciò la delibera non verrà pronunciata che all'asta del terzo giorno, anche per le offerte presentate nei due giorni precedenti.

Avvenendo la delibera, il termine utile per l'ulteriore miglioramento del ventesimo scadrà al mezzogiorno del 6 aprile p. v.

Brescia, dal civico Palazzo, addì 18 febbraio 1885.

Per il Sindaco ff.: COCHARD CARLO.

4526 *Per il Segretario generale*: BARGNANI.

RIASSUNTO DEI LOTTI.

Num. dei lotti	DENOMINAZIONE ED INDICAZIONE TERRITORIALE	SUPERFICIE			RENDITA CENSUARIA		PREZZO di perizia
		Pert. cens.	Are	Piò Bresciani	Austriache lire	Italiane lire	
1	Possessione Larga nel territorio di Cazzago e Calino, corpi n. 3	50 00	500 00	15 35	175 21	151 42	7126 »
2	Sette appezzamenti nel territorio di Bornato, corpi n. 2	70 26	702 60	21 55	294 86	251 82	5859 70
3	Sette appezzamenti nel territorio di Monterotondo, corpi n. 2	43 09	430 90	13 23	107 77	92 87	2833 »
4	Tre appezzamenti nel territorio di Monterotondo, corpi n. 2	74 32	743 20	22 81	236 25	204 17	7889 10
5	Casa d'affitto con orto, nel territorio di Calino, corpi n. 1	— 86	8 60	— 25	26 62	23 »	380 60
6	Possessione Capre nel territorio di Calino, corpi n. 3.	178 17	1781 70	54 67	362 21	313 02	9451 30
7	Possessione Boschi nel territorio di Calino, corpi n. 3	196 62	1966 20	60 33	437 99	378 51	12376 60
8	Possessione Mosetta nel territorio di Calino, corpi n. 4	112 40	1124 00	34 50	252 15	217 91	5223 90
9	Breda del Secco nel territorio di Calino, corpi n. 1	46 36	463 60	14 23	164 21	141 91	4783 80
10	Possessione Prione nel territorio di Calino ed Erbusco, corpi n. 7 . . .	245 36	2453 60	75 32	813 05	702 64	21230 40
11	Possessione Salice nel territorio di Calino, corpi n. 5.	163 27	1632 70	50 11	397 77	343 75	10638 50
12	Possessione Rive nel territorio di Calino, corpi n. 5	160 93	1609 30	49 40	820 05	708 69	32584 »
13	Possessione Onizzo nel territorio di Calino, corpi n. 3	102 51	1025 10	31 46	350 56	302 95	9545 10
14	Possessione Secco nel territorio di Calino, Erbusco e Cazzago, corpi n. 6.	157 14	1571 40	48 27	657 99	568 63	18045 60
15	Possessione Fossadori nel territorio di Calino, Erbusco e Cazzago, corpi n. 5.	91 79	917 90	28 17	438 60	379 04	10458 60
16	Casa civile ex Guarneri nel territorio di Calino, corpi n. 1	9 39	93 90	2 88	89 84	77 64	2320 »
17	Casa colonica Cantina nel territorio di Calino, corpi n. 1	2 91	29 10	— 89	43 65	37 72	810 80
18	Breda Salice nel territorio di Calino, corpi n. 1.	40 95	409 50	12 57	141 24	122 06	4094 80
19	Fondo Bossone nel territorio di Calino, corpi n. 1.	13 63	136 30	4 18	37 89	32 74	459 80
20	Casa d'affitto Restellino nel territorio di Calino, corpi n. 1	— 50	5 00	— 15	24 23	20 94	213 60
21	Casa d'affitto con orto nel territorio di Calino, corpi n. 1	— 54	5 40	— 15	13 96	12 06	344 80
22	Casa d'affitto con orto nel territorio di Calino, corpi n. 1	— 32	3 20	— 09	29 37	25 38	414 60
23	Casa d'affitto con orto nel territorio di Calino, corpi n. 1	— 78	7 80	— 23	28 19	24 36	467 20
24	Casa d'affitto con orto nel territorio di Calino, corpi n. 1	— 39	3 90	— 11	24 55	21 22	446 80
25	Casa per uso due botteghe nel territorio di Calino, corpi n. 1.	— 62	6 20	— 18	12 33	10 66	767 40
26	Casa uso osteria nel territorio di Calino, corpi n. 2	— 61	6 10	— 20	109 51	94 64	2284 »
		— —	17637 20	— —	6089 75	5262 75	171150 »

BANCA AGRICOLA SARDA

Società Anonima — Sede Oristano

Capitale versato lire 1,000,000 — Fondo di riserva lire 500,000.

Il Consiglio d'amministrazione, in seduta 18 e 19 gennaio 1885, a termini degli articoli 24 e 25 dello statuto sociale, ha deliberato di convocare gli azionisti in assemblea ordinaria per il giorno 22 marzo p. v., alle ore 11 antimeridiane, in Oristano, presso gli uffici della Banca, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1. Relazione del Consiglio d'amministrazione sull'esercizio 1884;
2. Relazione del sindacato;
3. Rinnovamento dei consiglieri che scadono dal loro ufficio;
4. Nomina di n. 3 sindaci effettivi e due supplenti per l'esercizio 1885;
5. Modificazioni agli articoli 11, 12 e 45 dello statuto sociale.

Oristano, 26 febbraio 1885.

4578 LA DIREZIONE GENERALE.

AVVISO.

Gli azionisti della Banca Popolare cooperativa di Empoli sono convocati in assemblea generale per le ore 9 antim. del 15 marzo 1885 in via dei Neri al n. 19, di proprietà comunale, e qualora mancasse il numero legale, per la succesiva domenica 22 marzo nel locale medesimo, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1. Resoconto della gestione al 31 dicembre 1884;
2. Rapporto dei sindaci;
3. Relazione del direttore;
4. Nomina degli ufficiali.

Empoli, 27 febbraio 1885.

Il Presidente: G. CASUCCINI.

4543 *Il Segretario*: G. LAMI.

TUMINO RAFFAELE, *Gerente* — Tipografia della GAZZETTA UFFICIALE.